

Art. 4. Le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions et le Ministre qui a l'Economie dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Climat et de l'Energie,
P. MAGNETTE

Le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification,
V. VAN QUICKENBORNE

Art. 4. De Minister bevoegd voor Leefmilieu en de Minister bevoegd voor Economie, zijn, ieder wat hen betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Klimaat en Energie,
P. MAGNETTE

De Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen,
V. VAN QUICKENBORNE

COUR CONSTITUTIONNELLE

F. 2011 — 747

[2011/200395]

Extrait de l'arrêt n° 4/2011 du 13 janvier 2011

Numéros du rôle : 5002 et 5010

En cause : les recours en annulation totale ou partielle du décret de la Communauté française du 18 mars 2010 « modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, en ce qui concerne les inscriptions en première année du secondaire », introduits par la commune de Villers-la-Ville et autres et par Annabelle Daussaint et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents R. Henneuse et M. Bossuyt, des juges E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey et P. Nihoul, et, conformément à l'article 60bis de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, du président émérite M. Melchior, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président émérite M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

a. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 9 juillet 2010 et parvenue au greffe le 12 juillet 2010, un recours en annulation du décret de la Communauté française du 18 mars 2010 « modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, en ce qui concerne les inscriptions en première année du secondaire » (publié au *Moniteur belge* du 9 avril 2010) a été introduit par la commune de Villers-la-Ville, représentée par son collègue des bourgmestre et échevins, et par les personnes suivantes, agissant en leur nom propre et en leur qualité de représentant légal de leur(s) enfant(s) mineur(s) : Christian Carpentier et Véronique Brienne, demeurant à 1495 Villers-la-Ville, rue Ernest Deltenre 91, Benoît Schaeck et Catherine Van Thielen, demeurant à 1495 Villers-la-Ville, rue de la Croix 11, Axel Frennet, demeurant à 1495 Villers-la-Ville, rue de la Croix 21, Annabelle Daussaint, demeurant à 6223 Wagnelée, rue des Ecoles 11, Jacques Mayolle et Isabelle Niespodziany, demeurant à 1495 Villers-la-Ville, rue de la Gare 33, Robert Rotseleur et Martine Callewaert, demeurant à 7140 Morlanwelz, résidence du Pachy 55, Philippe Goeffoet et Martine Van Haudenhove, demeurant à 1495 Villers-la-Ville, Chemin Depas 13, Bernard Bonjean et Marie-Lise Dive, demeurant à 1495 Villers-la-Ville, rue de Dreumont 19, Jean-Michel Hendrick et Marie-France Detheux, demeurant à 1495 Villers-la-Ville, rue de Suisse 16, Philippe Staes et Nathalie Poulet, demeurant à 1495 Villers-la-Ville, rue de Suisse 10, Christophe Faelens et Rachida Zaoudi, demeurant à 1800 Vilvorde, Nijverheidstraat 103, Didier Pansaers et Caroline Hubrecht, demeurant à 1780 Wemmel, rue Van Elewijck 104, Thierry Fouat et Carine Galant, demeurant à 1120 Bruxelles, avenue des Croix de Guerre 369, Jorge Carvalho et Manuela Marques, demeurant à 1780 Wemmel, avenue des Nerviens 78, Marie-Noëlle De Vos, demeurant à 1140 Bruxelles, chaussée de Haecht 1050, Joëlle Pierrard, demeurant à 1932 Woluwe-Saint-Etienne, Kasteelgaard 14, Alain Pirnay et Ariane Van der Elst, demeurant à 1460 Iltre, rue d'Hennuyères 13, Jean-Pol Chapelier et Martine Timsonet, demeurant à 1180 Bruxelles, avenue des Chênes 55, François de Voghel, demeurant à 1050 Bruxelles, rue du Mail 19, et Nathalie Marchal, demeurant à 1180 Bruxelles, avenue de la Floride 86, Eugène Jurado Moriana et Montserrat Moro Gonzales, demeurant à 1080 Bruxelles, rue de Levallois-Perret 40, Murielle Motquin, demeurant à 1080 Bruxelles, rue Alfred Dubois 27, Christophe Godart, demeurant à 1800 Vilvorde, Romeinsesteenweg 268, et Montserrat Lopez Margolles, demeurant à 1080 Bruxelles, rue du Géomètre 23, François Boon et Isabelle Gaudissart, demeurant à 1332 Genval, avenue Gevaert 197, Werner Vergels et Rousseau, demeurant à 1380 Lasne, route de l'Etat 58, Philippe Gerard et Virginie De Winde, demeurant à 1332 Genval, Fontaine Fontenoy 2, Jacopo Giola et Isabelle Leloup, demeurant à 1410 Waterloo, avenue des Constellations 18, Candy Saulnier, demeurant à 1030 Bruxelles, rue Royale Sainte-Marie 239, Sylvie Paumen, demeurant à 1020 Bruxelles, rue Stevens-Delannoy 79, Miguel Marques Gomez et Maria Cristina Peten De Pina Prata, demeurant à 1330 Rixensart, rue du Moulin 12, et Daniel Rahier et Fabienne Van Frachen, demeurant à 1380 Lasne, rue du Printemps 96.

La demande de suspension du même décret, introduite par les mêmes parties requérantes, a été rejetée par l'arrêt n° 97/2010 du 29 juillet 2010, publié au *Moniteur belge* du 25 octobre 2010.

b. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 27 juillet 2010 et parvenue au greffe le 28 juillet 2010, un recours en annulation de l'article 79/17, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o, du décret de la Communauté française du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, tel que cet article a été inséré par l'article 25 du décret du 18 mars 2010 précité, a été introduit par Annabelle Daussaint, demeurant à 6223 Wagnelée, rue des Ecoles 11, Jacques Fils et Sylvie Druetz, demeurant à 1495 Tilly, rue de Strichon 58, Karina Cheron, demeurant à 1495 Villers-la-Ville, drève du Tumulus 15, et Benoît Schaeck, demeurant à 1495 Marbais, rue de la Croix 11.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 5002 et 5010 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

II. En droit

(...)

Quant aux dispositions attaquées

B.1.1. Les recours en annulation sont dirigés contre le décret de la Communauté française du 18 mars 2010 « modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, en ce qui concerne les inscriptions en première année du secondaire ».

B.1.2. Ce décret vise à organiser les inscriptions des élèves en première année du secondaire, dès l'année scolaire 2010-2011 et pour les années suivantes. Il remplace les dispositions ayant le même objet qui avaient été insérées dans le décret du 24 juillet 1997 par le décret du 8 mars 2007 « portant diverses mesures visant à réguler les inscriptions et les changements d'école dans l'enseignement obligatoire » et par le décret du 18 juillet 2008 « visant à réguler les inscriptions des élèves dans le 1^{er} degré de l'enseignement secondaire et à favoriser la mixité sociale au sein des établissements scolaires ». Lors des travaux préparatoires, le décret attaqué a été présenté comme suit par la ministre de l'Enseignement obligatoire de la Communauté française :

« Dans sa dimension pragmatique, il établit des règles objectives de départage des demandes là où c'est nécessaire. A deux reprises, des systèmes ont été tentés : le registre ouvert à partir d'une date unique, le tirage au sort comme critère ultime. Les files induites dans le premier cas sont apparues inacceptables sur le plan humain. Le tirage au sort, quoique équitable à certains égards, a été mal perçu par l'opinion publique : des familles ont eu l'impression que le sort de leur(s) enfant(s) leur échappait dans une opération de loterie. Aujourd'hui, [il est proposé] d'adopter un autre système basé sur le calcul d'un indice composite en vue du classement des demandes et du départage en fonction des places disponibles » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2009-2010, n° 82/3, p. 4).

B.1.3. Le décret organise une procédure d'inscription en première année du secondaire effectuée partiellement par les chefs d'établissements et les pouvoirs organisateurs, et pour le surplus par la Commission Interréseaux des inscriptions (CIRI). Il réserve dans chaque établissement d'enseignement secondaire 20,4 p.c. des places disponibles aux élèves dits « ISEF » (indice socio-économique faible), soit ceux qui proviennent d'une école ou d'une implantation d'enseignement fondamental ou primaire moins favorisée au sens de son article 3, 4°. Il établit des priorités qui bénéficient à certains élèves en considération de leur situation familiale ou personnelle. En vue de départager les demandes d'inscription introduites dans les établissements d'enseignement qui ne peuvent toutes les satisfaire parce qu'ils ne disposent pas d'un nombre de places suffisant, un classement est établi sur la base d'un « indice composite » attribué à chaque élève. Cet indice est obtenu par la multiplication, par des facteurs déterminés par le décret, d'un indice de base correspondant aux préférences exprimées par les parents. Ces facteurs sont fonction, entre autres, des distances qui séparent le domicile de l'élève de l'école primaire ou fondamentale qu'il fréquentait, le domicile de l'élève de l'établissement d'enseignement secondaire choisi, ainsi que de la distance qui sépare celui-ci de l'école primaire ou fondamentale fréquentée par l'élève. L'indice composite est également influencé par le choix de poursuivre en secondaire un enseignement en immersion linguistique entamé au cours de l'enseignement primaire, ainsi que par les conventions de partenariat qui peuvent exister entre établissements d'enseignement primaire et secondaire.

B.1.4. Bien que les parties requérantes dans l'affaire n° 5002 demandent l'annulation des articles 1^{er} à 42 du décret attaqué, les moyens ne visent que certaines de ces dispositions. La Cour examine les dispositions du décret au sujet desquelles des moyens d'annulation sont invoqués.

Quant à l'intérêt

B.2. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme attaquée.

B.3.1. La première partie requérante dans l'affaire n° 5002 est la commune de Villers-la-Ville. Elle agit en tant que pouvoir organisateur de deux écoles communales. Elle fait valoir que le décret attaqué a pour effet de défavoriser les élèves qui fréquentent ces établissements lors de leur inscription en première année du secondaire, de sorte qu'il risque de dissuader, à l'avenir, les parents d'inscrire leurs enfants dans ces écoles.

Contrairement à ce que soutient le Gouvernement de la Communauté française, la circonstance que cette partie requérante n'organise pas d'enseignement secondaire ne porte pas atteinte à son intérêt à demander l'annulation des dispositions qu'elle attaque. En effet, ces dispositions règlent les possibilités d'inscription en premier degré de l'enseignement secondaire par l'utilisation, notamment, d'un critère de classement des demandes d'inscription lié à la localisation de l'établissement primaire d'origine par rapport à la localisation de l'établissement d'enseignement secondaire choisi. Si ce critère se révélait défavorable pour certaines écoles primaires, il aurait un impact direct et défavorable sur l'attractivité de ces écoles et donc, à terme, sur leur population scolaire.

B.3.2. Les 2^{ème} à 31^{ème} parties requérantes dans l'affaire n° 5002 sont des parents d'élèves inscrits dans une école fondamentale organisée ou subventionnée par la Communauté française, agissant en leur nom propre et en leur qualité de représentants légaux de leurs enfants scolarisés, au moment de l'introduction du recours, dans différentes années de l'enseignement primaire.

La situation de ces parties requérantes pourrait être affectée directement et défavorablement par le décret attaqué, qui fixe les conditions d'inscription des élèves dans le premier cycle d'un établissement d'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française.

B.3.3. Il en va de même des parties requérantes dans l'affaire n° 5010.

B.4. Les recours sont recevables.

Quant aux moyens

B.5. Les premier à cinquième moyens pris par les parties requérantes dans l'affaire n° 5002 et les deux moyens pris dans l'affaire n° 5010 concernent les facteurs de calcul de l'indice composite permettant de classer les élèves en vue de leur inscription dans les établissements d'enseignement secondaire confrontés à une demande d'inscription supérieure au nombre de places qu'ils peuvent offrir. Le premier moyen dans l'affaire n° 5002, en la deuxième sous-branche de sa première branche, critique en outre un des critères de priorité à l'inscription. Le sixième moyen dans l'affaire n° 5002 est relatif à la manière de départager les élèves qui ont le même indice composite, laquelle est fonction de l'indice socio-économique de leur quartier d'origine, et le septième moyen dans cette affaire concerne le critère de distinction des élèves dits « ISEF » (indice socio-économique faible).

La Cour commence par examiner ce dernier moyen (B.6). Elle examine ensuite la partie du moyen concernant la priorité accordée par le décret à certains élèves (B.7), les moyens relatifs au calcul de l'indice composite des élèves (B.8 à B.16), et le moyen qui concerne le départage des élèves ayant le même indice socio-économique (B.17).

En ce qui concerne le critère « ISEF » (septième moyen dans l'affaire n° 5002)

B.6.1. Le septième moyen dans l'affaire n° 5002 est dirigé contre l'article 28 du décret attaqué, en ce qu'il insère un article 79/19 au sein du décret du 24 juillet 1997. Cette disposition impose au chef d'établissement ou au pouvoir organisateur, lorsqu'ils attribuent les places qu'il leur revient d'attribuer - les autres places étant attribuées par la CIRI -, de réserver 20,4 p.c. des places déclarées, pour autant que ce pourcentage puisse être atteint, à des élèves dits « ISEF » dans l'ordre de leur classement selon leur indice composite et, en cas d'ex-aequo, selon l'ordre croissant de l'indice socio-économique de leur quartier d'origine. Le solde des places est ensuite attribué aux élèves qui bénéficient d'une priorité en application de l'article 79/10 nouveau du décret du 24 juillet 1997. Enfin, les places restantes sont attribuées aux élèves non prioritaires, « ISEF » ou non, dans l'ordre de leur classement suivant l'indice composite et en cas d'ex-aequo selon l'ordre croissant de l'indice socio-économique de leur quartier d'origine. L'objectif poursuivi par cette mesure s'inscrit dans un « plan global de démocratisation de l'école », visant, entre autres, à « faciliter la mobilité sociale » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2009-2010, n° 82/1, p. 3).

B.6.2. Il ressort du libellé du moyen que les parties requérantes ne critiquent pas le principe suivant lequel un pourcentage des places disponibles dans chaque établissement est réservé à des élèves considérés comme ayant un indice socio-économique faible. Le grief porte sur le critère mis en œuvre par le décret attaqué pour distinguer les élèves qualifiés de « ISEF » de ceux qui ne le sont pas. Aux termes de l'article 79/1, 4°, nouveau, du décret du 24 juillet 1997, l'élève « ISEF » est celui qui provient « d'une école ou d'une implantation d'enseignement fondamental ou primaire moins favorisée », soit « une des implantations de l'enseignement fondamental ou primaire qui, dans le classement des implantations de l'enseignement fondamental ou primaire dressé par l'Administration en application de l'article 4, alinéa 4, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié ou sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, sont les moins favorisées et qui ensemble scolarisent 40 % des élèves ».

Les parties requérantes estiment que le critère de distinction entre les élèves dits « ISEF », qui bénéficient à ce titre d'une priorité d'inscription à hauteur de 20,4 p.c. des places disponibles dans chaque établissement, et les autres élèves, non « ISEF », critère qui est fonction non pas de la situation personnelle des élèves, mais bien de la situation de leur établissement scolaire primaire d'origine, crée une discrimination contraire aux articles 10, 11 et 24 de la Constitution.

B.6.3. En application de l'article 4, alinéa 4, du décret du 30 avril 2009 précité, le classement des implantations scolaires est effectué, tous les cinq ans, par la prise en compte d'un indice attribué à chaque implantation qui correspond à la moyenne des indices socio-économiques des élèves qui y sont inscrits. L'indice de chaque élève est déterminé par l'indice attribué à son lieu de résidence, en application de l'article 3 du même décret, par une étude interuniversitaire. Il s'en déduit que le classement des implantations d'enseignement primaire qui permet de déterminer si un élève est dit « ISEF » ou non est fonction de la moyenne des indices socio-économiques des quartiers d'origine de tous les élèves qui fréquentent l'implantation.

B.6.4. La section de législation du Conseil d'Etat s'est interrogée sur « l'adéquation de certains critères proposés lorsqu'ils sont mis en rapport » avec les objectifs poursuivis par le décret, et a notamment relevé :

« Ainsi, un élève dont l'indice individuel est élevé mais qui est issu d'une école fondamentale ou primaire répondant au critère ainsi énoncé, déterminé collectivement, serait qualifié d'élève ISEF, alors qu'un élève dont l'indice est peu élevé mais qui est issu d'une école fondamentale ou primaire ne répondant pas à ce critère ne recevrait pas cette qualification, le premier bénéficiant dès lors, au contraire du second, de la règle de priorité. A l'inverse, un élève à l'indice faible mais sortant d'une école fondamentale ou primaire ne répondant pas au critère proposé ne bénéficierait pas de la règle de priorité » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2009-2010, n° 82/1, p. 53).

B.6.5. L'exposé des motifs du décret attaqué expose les raisons pour lesquelles le législateur communautaire a maintenu le critère de détermination des élèves dits « ISEF » en lien avec l'implantation scolaire d'origine :

« Ce choix de travailler sur la base de l'indice socio-économique moyen des écoles (égal à la moyenne des indices socio-économiques des quartiers d'origine des élèves) s'inscrit d'abord dans la cohérence avec toutes les politiques de différenciation mises en œuvre en Communauté française (financement différencié des établissements, politiques de discriminations positives remplacées progressivement par l'encadrement différencié, encadrement différencié des CPMS) qui toutes reposent sur l'indice socio-économique des écoles et des centres.

L'indice socio-économique d'une école, même s'il n'est pas parfait, traduit sans doute mieux l'indice socio-économique réel des enfants qui y sont scolarisés que ne le ferait l'indice du quartier. On peut en effet être issu d'un quartier moins favorisé en étant plutôt socialement favorisé et inversement. Il y a de plus, malheureusement, de fortes chances que les enfants plus favorisés de quartiers défavorisés fréquentent des écoles plutôt favorisées.

De plus, pour les primo-arrivants, les frontaliers qui dans certaines écoles représentent une part non négligeable des élèves, il n'est pas possible de déterminer l'indice socio-économique du quartier d'origine » (*ibid.*, pp. 9-10).

B.6.6. Le choix du législateur décréteur de retenir un critère tiré du classement socio-économique de l'école fondamentale ou primaire d'origine de l'élève, plutôt que de son quartier de résidence, n'est pas manifestement déraisonnable. En effet, la place occupée par l'école primaire dans le classement socio-économique des écoles reflète la situation socio-économique moyenne des élèves qui la fréquentent, et n'est donc pas sans lien avec l'indice socio-économique personnel de chaque élève. S'il est évident que certains élèves ont un indice socio-économique plus élevé, ou plus faible, selon les cas, que la moyenne des élèves qui fréquentent le même établissement, une situation semblable pourrait être observée si l'indice socio-économique était déterminé en fonction du quartier de résidence. En effet, dès lors que l'indice socio-économique du quartier est également basé sur la moyenne des résultats des habitants du quartier pour chaque facteur pris en considération, certains habitants ont un indice socio-économique plus élevé ou plus faible, selon les cas, que la moyenne des habitants du quartier, de sorte qu'aucune de ces deux solutions n'offre la possibilité d'ajuster complètement l'indice socio-économique attribué à un élève à sa situation personnelle. Enfin, la prise en compte du classement socio-économique de l'école s'inscrit dans le prolongement du processus mis en place par le décret du 30 avril 2009 précité.

B.6.7. Il résulte de ce qui précède que la distinction entre les élèves dits « ISEF » et les autres, liée au classement socio-économique de l'école primaire d'origine, n'est pas dépourvue de justification raisonnable.

B.6.8. Le moyen n'est pas fondé.

En ce qui concerne la priorité accordée aux enfants dont un parent exerce une fonction dans l'établissement d'enseignement secondaire choisi (premier moyen, deuxième sous-branche de la première branche, dans l'affaire n° 5002)

B.7.1. Les parties requérantes dans l'affaire n° 5002 poursuivent l'annulation de l'article 79/10, § 1^{er}, 6°, inséré dans le décret du 24 juillet 1997 par l'article 16 du décret attaqué, qui réserve une priorité à l'inscription aux enfants « dont au moins l'un des parents ou la personne investie de l'autorité parentale exerce tout ou partie de sa fonction au sein de l'établissement secondaire ». Elles estiment que cette disposition crée une discrimination entre les enfants, selon que l'un de leurs parents exerce une fonction au sein de l'école primaire qu'ils ont fréquentée ou au sein de l'établissement d'enseignement secondaire dans laquelle ils sollicitent une inscription. Elles ajoutent qu'il est également discriminatoire de ne prendre en considération que le lieu de travail des parents qui exercent leur fonction dans un établissement d'enseignement secondaire, et non le lieu de travail des autres parents.

B.7.2. En accordant une priorité à l'inscription dans un établissement d'enseignement secondaire aux enfants des personnes qui exercent une fonction dans cet établissement, le législateur décréte entend faciliter l'organisation familiale et rationaliser les déplacements des familles qui se trouvent dans cette situation particulière, puisque l'enfant pourra faire le déplacement entre son domicile et l'établissement scolaire en compagnie de son parent qui accomplit de toute façon ce déplacement. Cette priorité est donc justifiée par des considérations tenant au bien-être de l'élève ou à des avantages partagés pour la famille. Cette justification n'est pas transposable au cas d'un enfant dont un parent exerce une fonction dans l'établissement d'enseignement primaire dans lequel il était inscrit mais que, par hypothèse, il ne fréquentera plus.

La différence de traitement entre les enfants dont les parents exercent une fonction dans un établissement d'enseignement secondaire et ceux dont les parents exercent une fonction dans un établissement d'enseignement fondamental ou primaire n'est pas dépourvue de justification raisonnable. En cette sous-branche, le moyen n'est pas fondé.

B.7.3. Le grief tenant à la non-prise en considération du lieu de travail des autres parents sera traité lors de l'examen du facteur déterminant l'indice composite lié à la distance entre le domicile de l'enfant et l'établissement d'enseignement secondaire choisi.

En ce qui concerne les facteurs de calcul de l'indice composite

B.8. Pour départager les demandes d'inscription en première année de l'enseignement secondaire dans les établissements confrontés à des demandes trop nombreuses par rapport au nombre de places qu'ils peuvent offrir, le décret impose un classement de ces demandes selon un indice composite calculé pour chaque élève :

« [Cet indice] s'obtient en attribuant à chacun une valeur ' 1 ' d'abord multipliée par un facteur variant dégressivement de 1,5 à 1,1 par pas de ' -0,1 ' de la 1^{re} à la 5^e préférence et ensuite multiplié par des facteurs attachés à des critères. Cette pondération en fonction des préférences correspond à la volonté de privilégier autant que faire se peut les premières préférences des parents » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2009-2010, n° 82/1, p. 5).

Les facteurs de multiplication permettant de déterminer l'indice composite sont imposés par le décret. Ils sont fonction des critères suivants :

1° L'école primaire ou fondamentale d'origine était au moment de l'inscription dans cette école ou est au moment de l'inscription en 1^{re} commune, parmi celles du même réseau, une des cinq plus proches du domicile de l'élève ou d'un des deux parents. Ce critère est décliné en attribuant une pondération dégressive de la 1^{re} plus proche à la 5^e plus proche. Ces valeurs sont 2, pour la 1^{re} plus proche, 1,81 pour la 2^e plus proche, 1,61 pour la 3^e plus proche, 1,41 pour la 4^e plus proche, 1,21 pour la 5^e plus proche et 1 pour les écoles plus éloignées. [...]

2° L'école secondaire choisie est, parmi celles du même réseau, une des cinq plus proches du domicile de l'élève ou de celui d'un des deux parents. Ce critère est décliné en attribuant une pondération dégressive de l'école la 1^{re} plus proche à la 5^e plus proche. Ces valeurs sont [...] 1,98 pour la 1^{re} plus proche, 1,79 pour la 2^e plus proche, 1,59 pour la 3^e plus proche, 1,39 pour la 4^e plus proche, 1,19 pour la 5^e plus proche et 1 pour les écoles plus éloignées. [...]

3° L'école secondaire choisie se situe dans un rayon de 4 km de l'école primaire ou fondamentale d'origine. Ce critère vaut 1,54 s'il est rencontré, et 1 s'il n'est pas rencontré.

[...]

4° A partir de l'année scolaire 2011-2012, [...], l'école primaire ou fondamentale d'origine est une des écoles primaires dont le projet d'établissement prévoit au moins cinq actions prioritaires de partenariat pédagogique avec l'école secondaire reprenant dans son propre projet d'établissement ces mêmes actions, [...].

5° Egalement à partir de l'année scolaire 2011-2012, l'école fondamentale ou primaire d'origine est une école qui n'a ni convention d'adossment, ni convention de partenariat. [...]

6° L'école secondaire offre la possibilité de poursuivre en immersion dans la même langue à des élèves qui ont bénéficié de cet apprentissage depuis la 3^{ème} primaire au moins. Ce critère vaut 1,18 s'il est rencontré et 1 s'il n'est pas rencontré » (*ibid.*, pp. 5-6).

La pondération des trois « critères distances » et leur combinaison ont pour objectif « de ne pénaliser personne dans ses choix » (*ibid.*, p. 16).

L'article 79/7, § 3, du décret du 24 juillet 1997, inséré par le décret attaqué, précise que les parents ont la possibilité d'indiquer le domicile qu'ils souhaitent voir pris en considération pour le calcul des distances nécessaires à la détermination de l'indice composite. Ce domicile est le domicile d'un des deux parents, sauf lorsqu'un tiers exerce l'autorité parentale.

En ce qui concerne le facteur tenant à la distance entre l'école primaire d'origine et le domicile (premier moyen dans l'affaire n° 5002)

B.9.1. Les parties requérantes dans l'affaire n° 5002 demandent l'annulation de l'article 79/17, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o, inséré dans le décret du 24 juillet 1997 par l'article 25 du décret attaqué, qui établit, parmi les critères intervenant dans le calcul de l'indice composite des enfants, le facteur tiré de la distance entre l'école primaire ou fondamentale d'origine et le domicile de l'élève ou d'un des deux parents. Elles estiment que la prise en compte de ce critère crée une différence de traitement contraire notamment aux articles 10, 11 et 24 de la Constitution entre les enfants qui ont vu, au cours de leur scolarité, une école nouvelle venir s'établir en un lieu plus proche de leur domicile que celui où est située l'école qu'ils fréquentaient et les autres enfants, ainsi qu'entre les enfants qui ont fréquenté une école primaire éloignée de leur domicile parce qu'un de leurs parents y exerçait une fonction et les autres enfants.

B.9.2. Au cours des discussions en commission, le ministre a expliqué que les critères ont été choisis « de manière à donner un poids important à la proximité école primaire-domicile » et que le « facteur proximité est un facteur qui contente la majorité des parents » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2009-2010, n° 82/3, p. 19). L'importance de la pondération donnée à ce facteur est toutefois relativisée par sa combinaison avec les deux autres facteurs tenant à des distances : la distance entre le domicile et l'établissement d'enseignement secondaire choisi et la distance entre l'école primaire et l'établissement secondaire.

L'exposé des motifs précise :

« Le poids important attribué à ce facteur se justifie notamment par la volonté du législateur :

— d'encourager les parents à scolariser leur enfant dans leur quartier pour y favoriser le lien social;
— de ne pas pénaliser les parents qui font le choix de la proximité » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2009-2010, n° 82/1, p. 5).

B.9.3. Les parties requérantes dénoncent d'abord une différence de traitement entre les enfants qui habitent en un lieu où le paysage scolaire n'a pas changé depuis leur première inscription dans l'école primaire ou fondamentale et ceux qui habitent à proximité d'une nouvelle implantation scolaire, installée après leur première inscription, de sorte que l'école primaire qu'ils fréquentaient a reculé d'un rang dans la liste des écoles les plus proches de leur domicile, ce qui leur confère un indice composite plus faible que si cette nouvelle école ne s'était pas implantée en ce lieu, sans que cela ne résulte en aucune manière d'un choix de leurs parents.

B.9.4. La disposition attaquée établit le critère de la distance entre le domicile et l'école primaire d'origine comme suit :

« l'école primaire ou fondamentale d'origine est au moment de l'inscription en 1^{re} commune ou au moment de l'inscription dans l'enseignement primaire de cette école, parmi celles du réseau auquel appartient l'école primaire ou fondamentale d'origine, une des cinq plus proches du domicile de l'élève ou d'un des deux parents. Ce critère est décliné en attribuant une pondération dégressive de la 1^{re} plus proche à la 5^e plus proche. Ces valeurs sont : 2, pour la 1^{re} plus proche, 1,81 pour la 2^e plus proche, 1,61 pour la 3^e plus proche, 1,41 pour la 4^e plus proche, 1,21 pour la 5^e plus proche et 1 pour les écoles plus éloignées ».

Même si la prise en considération de la proximité relative du domicile avec l'école primaire au moment de l'inscription dans cette école primaire répond d'abord au souci du législateur décrétal de ne pas pénaliser les enfants qui ont déménagé au cours de leur scolarité sans pour autant changer d'école, la rédaction de cette disposition permet de calculer le facteur « distance école primaire-domicile » au moment de l'inscription dans l'école fondamentale ou primaire, sans tenir compte d'une implantation qui serait venue s'intercaler par la suite, et qui aurait une influence négative sur le calcul de l'indice composite d'un enfant dont les parents avaient fait le choix de la proximité sans pouvoir tenir compte d'une école qui n'existait pas au moment de ce choix.

B.9.5. La disposition attaquée doit être interprétée comme permettant de ne pas tenir compte, dans le calcul du facteur « distance domicile-école primaire », d'une nouvelle implantation scolaire qui n'existait pas au moment de la première inscription dans l'établissement fondamental ou primaire, de sorte que les enfants dont le domicile est situé dans un lieu qui a vu son paysage scolaire évoluer postérieurement à leur inscription dans leur école primaire d'origine ne sont pas traités différemment des autres enfants qui ne sont pas dans cette situation.

B.10.1. Les parties requérantes reprochent également à ce facteur entrant dans la composition de l'indice composite de pénaliser les enfants dont un parent exerce une fonction dans l'établissement d'enseignement primaire qu'ils ont, pour ce motif, fréquenté et qui peut être éloigné de leur domicile. Ils lui font également grief de ne pas tenir compte d'autres motifs légitimes pour lesquels les parents auraient pu faire le choix d'une école primaire éloignée du domicile, comme par exemple la proximité avec le lieu de travail d'un des parents.

B.10.2. Confronté à la nécessité de mettre en place une procédure permettant de départager les demandes d'inscriptions surnuméraires dans les établissements d'enseignement secondaire trop sollicités, le législateur décrétal a fait le choix d'un système de classement de ces demandes sur la base de plusieurs facteurs, parmi lesquels intervient un facteur favorisant les enfants dont les parents ont fait le choix, pour l'enseignement primaire, de la proximité avec le quartier d'origine. Ce facteur de proximité intervient dans la détermination non des priorités mais de l'indice composite qui « vise à concilier l'objectif de proximité avec le principe de libre choix des parents » (*ibid.*) dans la mesure précisée en B.9.2.

Par ailleurs, conscient que d'autres choix peuvent être faits, pour des motifs tout aussi légitimes, le législateur décrétal a combiné le facteur proximité entre le domicile et l'école primaire avec d'autres facteurs de proximité, de sorte que les enfants dont les parents ont fait un autre choix que celui de la proximité pour la détermination de l'école primaire, comme par exemple le choix d'inscrire l'enfant dans l'école dans laquelle un des parents exerce une fonction ou encore dans une école située à proximité du lieu de travail d'un des parents, peuvent voir leur indice composite influencé favorablement par les autres facteurs de proximité le composant. L'influence de ce facteur sur les possibilités d'inscription dans l'établissement d'enseignement secondaire doit également être replacée dans le contexte de tout le processus de classement des demandes ainsi que du travail de la Commission Interréseaux des inscriptions qui a pour finalité d'amener chaque élève au plus près de son premier choix.

B.10.3. Le choix du législateur décrétal de favoriser les enfants dont les parents ont privilégié la proximité lors de l'inscription à l'école fondamentale ou primaire « correspond à un état de fait », « relève d'un certain bon sens, répond à des préoccupations écologiques et ne va pas à l'encontre des objectifs de mobilité sociale » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2009-2010, n° 82/3, p. 5). Ce choix n'est pas manifestement déraisonnable au regard de l'objectif poursuivi par les facteurs de détermination de l'indice composite et n'a pas, pour les motifs exprimés ci-dessus, d'effets disproportionnés.

Même si d'autres choix auraient pu être effectués, comme par exemple celui de la proximité de l'école primaire choisie avec le lieu de travail d'un des parents, le législateur décrétal a pu estimer que ce critère, bien que pertinent, était trop difficile à mettre en œuvre et ouvrait par là la porte aux fraudes et aux contestations (*ibid.*, p. 22).

B.10.4. Sous réserve que l'article 79/17, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o, du décret du 24 juillet 1997 soit interprété comme il est dit en B.9.5, le moyen n'est pas fondé.

B.10.5. Le grief, également invoqué dans le premier moyen par les parties requérantes dans l'affaire n° 5002, portant sur la non-prise en considération du lieu de travail des parents qui n'exercent pas de fonction dans l'enseignement pour le choix de l'établissement d'enseignement secondaire, sera traité lors de l'examen du facteur lié à la « distance domicile-établissement d'enseignement secondaire ».

B.11.1. Par la deuxième branche du premier moyen, les parties requérantes reprochent au décret attaqué, et particulièrement à l'article 79/17, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o, qu'il insère dans le décret du 24 juillet 1997, d'une part de rétroagir formellement à une date antérieure à celle de sa publication et d'autre part de modifier des situations définitivement cristallisées, à savoir le choix opéré par les parents de l'école primaire ou fondamentale dans laquelle leur enfant a accompli son cycle primaire.

B.11.2. La date d'entrée en vigueur du décret, fixée par son article 45 au 15 février 2010, bien qu'antérieure à la date de sa publication le 9 avril 2010, n'a pu causer aucune insécurité juridique dans la mesure où la période fixée pour la phase d'enregistrement des demandes d'inscription a débuté, en vertu de l'article 38, 3^o, du décret, le 26 avril 2010.

B.11.3. Par ailleurs, toute norme législative, qu'elle ait ou non un effet rétroactif, instaure, en fixant une date à laquelle ses dispositions entrent en vigueur, une distinction entre les personnes qui sont concernées par des situations juridiques régies par la règle antérieure et les personnes qui sont concernées par des situations juridiques régies par la règle nouvelle. Semblable distinction ne viole pas, en principe, les articles 10 et 11 de la Constitution.

En décidant de faire intervenir dans le calcul de l'indice composite un facteur lié à un choix posé par les parents à un moment où ils ne pouvaient concevoir que ce choix aurait une influence sur les possibilités d'inscription de l'enfant dans un établissement d'enseignement secondaire, le législateur décréto n'a pas pu tromper les attentes légitimes des parents, puisque ceux-ci ne pouvaient fonder aucune attente sur ce choix. Le simple fait que le choix de l'école primaire ait eu lieu à un moment où les parents ne pouvaient pas connaître les dispositions qui régleraient l'inscription de leur enfant dans un établissement d'enseignement secondaire ne pouvait interdire au législateur décréto d'utiliser le facteur lié à la « distance domicile-école primaire », parmi d'autres facteurs et suivant diverses pondérations, pour départager les demandes trop nombreuses dans certains établissements.

B.11.4. En cette branche, le moyen n'est pas fondé.

En ce qui concerne le facteur tenant à la distance entre l'établissement d'enseignement secondaire choisi et le domicile (premier et second moyens dans l'affaire n° 5010; premier moyen, partim, dans l'affaire n° 5002)

B.12.1. Les deux moyens dans l'affaire n° 5010 concernent le deuxième critère de proximité utilisé dans le calcul de l'indice composite des élèves, qui est exprimé comme suit par l'article 79/17, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o, nouveau, du décret du 24 juillet 1997 :

« l'établissement d'enseignement secondaire choisi est, parmi ceux du réseau auquel appartient l'établissement d'enseignement secondaire choisi, un des cinq plus proches du domicile de l'élève ou de celui d'un des deux parents. Ce critère est décliné en attribuant une pondération dégressive de l'école la 1ère plus proche à la 5ème plus proche. Ces valeurs sont : 1,98 pour la 1ère plus proche, 1,79 pour la 2ème plus proche, 1,59 pour la 3ème plus proche, 1,39 pour la 4ème plus proche, 1,19 pour la 5ème plus proche et 1 pour les écoles plus éloignées ».

Les deux moyens sont pris, l'un de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, l'autre de la violation de ces dispositions combinées avec l'article 24 de la Constitution. Ils font tous deux grief à la disposition attaquée de traiter de manière semblable des élèves qui se trouvent dans une situation fondamentalement différente selon que leur domicile est situé à proximité, ou pas, d'un établissement d'enseignement secondaire dans lequel ils pourraient être inscrits. Les parties requérantes dans l'affaire n° 5010, rejointes par les parties requérantes dans l'affaire n° 5002, reprochent également au décret de ne pas tenir compte d'autres critères de choix légitimes qui pourraient amener les parents à solliciter l'inscription de leur enfant dans un établissement d'enseignement secondaire, comme la proximité avec le lieu du travail d'un des parents, la proximité avec le lieu de résidence d'une personne chargée d'accueillir l'enfant après les heures de cours, ou encore les possibilités offertes par les transports en commun.

B.12.2. D'après l'exposé des motifs, le poids important attribué au facteur lié à la distance entre l'établissement d'enseignement secondaire choisi et le domicile « se justifie de la même manière que le poids attribué à la proximité de l'école primaire d'origine », à savoir « la volonté du législateur d'encourager les parents à scolariser leur enfant dans leur quartier pour y favoriser le lien social », et « ne pas pénaliser les parents qui font le choix de la proximité » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2009-2010, n° 82/1, pp. 5-6). En commission, la ministre a toutefois expliqué que « la pondération particulière des premières préférences relativise le poids donné aux proximités » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2009-2010, n° 82/3, p. 19).

B.12.3. La liberté de choix des parents en matière d'enseignement, garantie par l'article 24, § 1^{er}, de la Constitution, n'implique pas qu'ils aient un droit inconditionnel à obtenir pour leur enfant une inscription dans l'établissement d'enseignement secondaire de leur choix. Ainsi que l'a relevé le Conseil d'Etat,

« Certes, le législateur dispose d'un large pouvoir d'appréciation lorsque, comme en l'espèce, il organise un système d'accès à des services qui doit tenir compte de la diversité des situations et que ces dernières mettent en jeu les intérêts parfois antagonistes des usagers concernés, auxquels il faut ajouter des contraintes objectives, comme en l'espèce la capacité d'accueil des établissements d'enseignement, de sorte que la réalisation d'une égalité mathématique entre les usagers est concrètement impossible » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2009-2010, n° 82/1, p. 52).

Le législateur décréto, qui devait répondre à la nécessité d'adopter une réglementation permettant de départager les demandes d'inscription en première année de l'enseignement secondaire trop nombreuses dans certains établissements et qui avait pour objectif de favoriser à cette occasion la mixité sociale, a fait le choix, parmi les critères qui pouvaient être retenus, d'une combinaison de facteurs tendant à favoriser le choix de la scolarisation à proximité du domicile de l'enfant. Un tel choix, qui tient compte de considérations pratiques, environnementales et sociales, n'est pas dépourvu de pertinence. En outre, la liberté de choix des parents est sauvegardée au maximum par la possibilité qui leur est donnée d'indiquer les établissements qui recueillent leurs préférences, dans l'ordre de celles-ci, par le calcul d'attribution des places en fonction de l'indice composite qui tient compte de ces préférences, et par le fait que l'importance des critères de proximité est tempérée par la prise en considération d'un facteur basé sur le partenariat entre établissements d'enseignement secondaire et écoles primaires. Enfin, l'algorithme qui calcule la place de chaque élève dans les listes d'inscriptions et qui est utilisé par la plupart des pays qui recourent à l'optimisation des préférences à partir d'un nombre d'élèves classés, permet aux élèves de remonter dans le classement, de sorte que chaque élève est amené au plus près de ses préférences (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2009-2010, n° 82/3, p. 42).

B.12.4. S'il est exact que la répartition géographique des établissements scolaires n'est pas uniforme dans la Communauté française et que la situation peut différer sensiblement entre les villes et les zones rurales, il n'en résulte pas que le décret traiterait de façon semblable des situations fondamentalement différentes en ce que l'objectif de proximité ne pourrait être poursuivi en milieu rural. En effet, dès lors que la distance prise en compte pour le calcul de ce facteur de l'indice composite est une distance relative et non pas absolue, la proximité encouragée par le décret peut être réalisée quelle que soit la distance, en valeur absolue, entre le domicile de l'élève et l'établissement le plus proche. Par ailleurs, un facteur de multiplication de l'indice composite est attribué au choix d'un des cinq établissements scolaires les plus proches, de manière dégressive, ce qui permet de ne pas pénaliser les parents qui font un choix de proximité tout en ne privilégiant pas forcément l'établissement le plus proche, de sorte que, là aussi, le législateur décréto a veillé à préserver la liberté de choix des parents tout en maintenant son objectif de privilégier la proximité par rapport au quartier d'origine.

B.12.5. Enfin, concernant le grief formulé par toutes les parties requérantes selon lequel le législateur décréto aurait dû tenir compte d'autres critères de choix des parents, et notamment de la proximité de l'école de leur lieu de travail de l'un d'eux, la ministre a expliqué au cours des discussions en commission que ce critère « n'était pas dépourvu de pertinence », mais que sa mise en œuvre était complexe et créerait de l'insécurité juridique (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2009-2010, n° 82/3, p. 22). Il en va de même d'autres critères de choix, comme celui du domicile de la personne chargée de la garde de l'enfant hors des heures scolaires. Compte tenu de ces difficultés, le législateur décréto pouvait privilégier le critère de la proximité avec le domicile de l'enfant sans violer les articles 10, 11 et 24 de la Constitution.

B.12.6. Le grief tiré du fait que l'offre des transports en commun n'est pas prise en considération par le décret sera examiné en même temps que le mode de calcul des distances retenu par le décret.

En ce qui concerne le mode de calcul de la distance entre l'établissement d'enseignement secondaire choisi et le domicile (troisième et quatrième moyen, troisième branche, dans l'affaire n° 5002 et premier moyen, partim, dans l'affaire n° 5010)

B.13.1. Le troisième moyen dans l'affaire n° 5002 est dirigé contre l'article 79/2, inséré dans le décret du 24 juillet 1997 par l'article 4 du décret attaqué, ainsi que contre l'article 79/17, inséré dans le décret du 24 juillet 1997 par l'article 25 du décret attaqué. Les parties requérantes estiment que le mode de calcul des différentes distances à vol d'oiseau utilisées pour la détermination des facteurs entrant dans la composition de l'indice composite, sur la base de valeurs déterminées par un logiciel appelé « Google Maps », crée une différence de traitement incompatible avec les articles 10, 11 et 24 de la Constitution.

B.13.2. L'article 79/2 du décret du 24 juillet 1997 précise que « pour l'application des dispositions de la présente section, par distance, il faut entendre la distance la plus courte, soit la distance à vol d'oiseau ». Le décret n'indique pas comment les données relatives aux différentes distances devront être recueillies ou calculées pour sa mise en œuvre. Lors des discussions en commission, l'utilisation de l'outil informatique « Google Maps » a été évoquée et critiquée (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2009-2010, n° 82/1, p. 13, et n° 82/3, pp. 26 et suivantes), mais le texte du décret n'impose pas lui-même l'utilisation de cet outil plutôt qu'un autre. Il en résulte que les critiques des requérants qui portent sur l'utilisation de ce logiciel et sur les erreurs que, selon eux, il cause, ne sont pas dirigées contre le décret, mais bien contre sa mise en œuvre et que, partant, la Cour n'est pas compétente pour en connaître.

B.13.3. En revanche, en indiquant que les distances retenues pour le calcul des trois facteurs « distance » entrant dans la composition de l'indice composite doivent être les distances les plus courtes, soit les distances à vol d'oiseau, la disposition attaquée privilégie ce mode de calcul par rapport à d'autres modes de calcul des distances qui auraient pu être envisagés, comme la distance la plus courte en suivant la voirie, la distance la plus courte en transports en commun, ou encore une combinaison de ces deux calculs. Les parties requérantes critiquent également le fait que le législateur décrétole n'a pas retenu ces modes de calcul des distances, retenant exclusivement la distance à vol d'oiseau.

B.13.4. Il ressort de l'exposé des motifs du décret que l'administration de la Communauté française a fait savoir au législateur décrétole que la distance à vol d'oiseau était « la seule distance incontestable et répétitive » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2009-2010, n° 82/1, p. 11), de sorte qu'il n'apparaît pas possible, en l'état actuel des outils à la disposition de l'administration, d'envisager que d'autres calculs de distances, par voirie ou par transports en commun par exemple, soient utilisés pour calculer l'indice composite de chaque élève.

B.13.5. Par ailleurs, même si la réalité géographique du terrain crée inévitablement des disparités selon l'endroit où le calcul est effectué, l'utilisation du critère de la distance à vol d'oiseau ne crée pas d'effets disproportionnés dans la mesure où les facteurs entrant dans la composition de l'indice composite qui s'appuie sur des calculs de distances doivent être combinés avec d'autres facteurs tenant notamment aux préférences exprimées par les parents.

B.13.6. Le moyen n'est pas fondé.

En ce qui concerne le facteur tenant à la distance entre l'école primaire d'origine et l'établissement d'enseignement secondaire choisi (deuxième moyen dans l'affaire n° 5002)

B.14.1. Le deuxième moyen dans l'affaire n° 5002 est dirigé principalement contre l'article 79/17, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o, inséré dans le décret du 24 juillet 1997 par l'article 25 du décret attaqué, qui établit le troisième critère de proximité qui doit être pris en compte pour le calcul de l'indice composite de chaque élève comme suit :

« l'établissement d'enseignement secondaire choisi se situe dans un rayon de 4 km de l'école primaire ou fondamentale d'origine. Ce critère vaut 1,54 s'il est rencontré et 1 s'il n'est pas rencontré ».

Les parties requérantes estiment que la prise en considération de ce facteur dans le calcul de l'indice composite crée une différence de traitement contraire notamment aux articles 10, 11 et 24 de la Constitution entre les élèves fréquentant une école fondamentale ou primaire située en un lieu par rapport auquel aucun établissement d'enseignement secondaire n'est établi dans un rayon de 4 km et les élèves qui fréquentent une école fondamentale ou primaire située en un lieu comptant un ou plusieurs établissements d'enseignement secondaire dans un rayon de 4 km, ainsi qu'une discrimination entre les écoles primaires selon qu'elles appartiennent à la première ou à la deuxième de ces catégories.

B.14.2. Ce troisième critère de proximité a pour vocation de « rencontrer la situation des parents qui pour des raisons de convenance auraient choisi une école primaire située à un endroit (sur le chemin du travail, près du lieu de travail, près du domicile d'un parent, entre le domicile de parents séparés, etc.) et qui pour les mêmes raisons ou d'autres raisons choisissent une école secondaire du même environnement » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2009-2010, n° 82/1, p. 6).

B.14.3. La prise en compte, parmi les facteurs influençant l'indice composite de chaque élève, d'un facteur lié à la distance entre l'école primaire ou fondamentale fréquentée par l'élève et l'établissement d'enseignement secondaire choisi doit permettre de tempérer l'effet des deux autres critères de distance liés à la proximité des implantations scolaires avec le domicile de l'enfant et de ne pas pénaliser les parents qui ont fait un autre choix d'organisation lorsque l'enfant était en primaire et qui entendent persévérer pour l'enseignement secondaire dans ce choix d'organisation. Il s'agit par exemple des parents qui choisissent des implantations scolaires proches de leur lieu de travail ou proches du domicile d'un tiers qui assure l'accueil de l'enfant en dehors des heures scolaires. La prise en compte d'un critère lié à la distance entre les deux écoles fréquentées est donc légitime et nécessaire à l'équilibre de l'ensemble du système, de façon à ne pas pénaliser les parents dans les choix qu'ils font.

Toutefois, le fait que ce critère est pris en compte de manière cumulative avec les deux autres critères liés à la distance ne permet pas de rencontrer adéquatement l'objectif poursuivi, puisqu'il profite également aux enfants qui sont scolarisés dans des établissements scolaires tous deux situés à proximité de leur domicile. En cumulant les trois facteurs de multiplication de l'indice composite, ces enfants bénéficient dès lors d'un indice composite plus élevé que les enfants dont les parents ont fait un autre choix et que ce critère entend précisément avantager. Pour rencontrer adéquatement son objectif, ce critère devrait donc ne bénéficier qu'aux enfants que le législateur décrétole souhaitait viser, à savoir ceux qui sont scolarisés, en primaire comme en secondaire, en un lieu éloigné de leur domicile.

B.14.4. Dans cette mesure, le moyen est fondé. Il y a lieu d'annuler l'article 79/17, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o.

Toutefois, afin d'éviter que les objectifs poursuivis par cette disposition ne soient pas rencontrés, ce qui créerait d'autres discriminations, il y a lieu de maintenir les effets de la disposition annulée comme il est indiqué au dispositif.

En ce qui concerne la localisation des établissements d'enseignement par rapport aux autres établissements appartenant au même réseau (quatrième moyen dans l'affaire n° 5002)

B.15.1. Le quatrième moyen dans l'affaire n° 5002 est dirigé contre les articles 79/2 et 79/17 du décret du 24 juillet 1997, insérés respectivement par les articles 4 et 25 du décret du 18 mars 2010. Les parties requérantes estiment que les deux premiers critères énoncés par l'article 79/17, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 24 juillet 1997 tendent à favoriser la proximité entre le domicile de l'élève et les établissements d'enseignement primaire et secondaire choisis, mais uniquement si ces établissements appartiennent au même réseau, ce qui serait contraire, notamment, aux articles 10, 11 et 24 de la Constitution.

B.15.2. Le système de calcul de l'indice composite en fonction de deux facteurs « distance domicile-établissement d'enseignement » repose sur une pondération des facteurs qui est liée à la proximité relative de l'établissement concerné et du domicile. Cette proximité relative est calculée par rapport aux établissements d'enseignement appartenant au même réseau, de sorte que le choix d'un réseau par les parents est respecté puisque la valeur de proximité d'un établissement d'enseignement d'un réseau donné n'est affectée que par la présence plus proche d'un autre établissement du même réseau, mais jamais par la présence plus proche d'établissements appartenant à d'autres réseaux. En d'autres termes, lorsque les parents font le choix d'un réseau en fonction de leurs préférences philosophiques, l'objectif de proximité poursuivi par le décret ne tient compte que de la présence dans l'environnement des établissements d'enseignement qui correspondent à ce choix. Par ailleurs, les deux facteurs « distance domicile-établissement d'enseignement » sont calculés indépendamment l'un de l'autre, et en fonction du réseau auquel appartient chacun des établissements considérés, de sorte que rien n'oblige les parents qui ont fait le choix d'un réseau pour le degré primaire à persévérer dans le même choix pour le degré secondaire. De même, le facteur lié à la distance entre l'école primaire ou fondamentale et l'établissement d'enseignement secondaire choisi ne tient pas compte du réseau de chacun de ces établissements, ce qui permet de passer d'un réseau à l'autre sans subir aucune conséquence au niveau du calcul de l'indice composite.

S'il est exact que la densité des établissements d'enseignement n'est pas la même d'un réseau à l'autre, le système mis en place a justement pour but, compte tenu de cette constatation, de ne pas pénaliser les parents qui font le choix d'un réseau comptant moins d'établissements. Dès lors, la disposition attaquée n'a ni pour objet ni pour effet d'obliger les parents au choix d'un réseau déterminé, ni de les empêcher de changer de réseau entre le degré primaire et le degré secondaire.

B.15.3. Il résulte de ce qui précède que le moyen repose sur une lecture erronée des dispositions attaquées.

Le moyen n'est pas fondé.

En ce qui concerne le facteur tenant à la possibilité de continuer l'enseignement en immersion (cinquième moyen dans l'affaire n° 5002)

B.16.1. Le cinquième moyen dans l'affaire n° 5002 est dirigé contre l'article 79/17, § 1^{er}, alinéa 2, 6°, inséré dans le décret du 24 juillet 1997 par l'article 25 du décret attaqué. Cette disposition prévoit que l'indice composite est multiplié par un facteur de 1,18 si « l'école secondaire offre la possibilité de poursuivre en immersion dans la même langue à des élèves qui ont bénéficié de cet apprentissage depuis la 3^{ème} primaire au moins ». Les parties requérantes estiment qu'en prévoyant un facteur de multiplication de l'indice composite relativement bas, par rapport aux autres facteurs qui sont liés aux distances, le décret aura pour conséquence d'obliger certaines élèves à interrompre le *continuum* pédagogique dans lequel ils étaient inscrits sur pied d'un projet éducatif déterminé, ce qui constituerait notamment une violation de la liberté d'enseignement garantie par l'article 24 de la Constitution.

B.16.2. Les décrets du 8 mars 2007 et du 18 juillet 2008 régulant antérieurement les inscriptions en première année du secondaire prévoyaient que la poursuite d'un cursus en immersion linguistique représentait une priorité à l'inscription dans les établissements d'enseignement secondaire qui offraient cette possibilité et qui avaient conclu un accord de partenariat avec l'établissement primaire. Le décret attaqué modifie le système, de sorte que la possibilité de continuer un enseignement en immersion n'est plus une priorité. En contrepartie, « la légère pondération de ce critère vise à tenir compte du souhait de certains parents de voir leur enfant continuer à bénéficier de l'apprentissage en immersion » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2009-2010, n° 82/1, p. 6).

B.16.3. Les conditions d'octroi d'une priorité sous le régime antérieur ne peuvent susciter l'attente légitime qu'elles soient définitivement acquises pour tous les régimes d'inscription futurs. Le législateur décréte a pu estimer qu'un changement de politique s'imposait quant à l'accès à l'enseignement en immersion au niveau du secondaire, tenant compte, notamment, du nombre limité de places qui peuvent être offertes dans ce type d'enseignement. Il n'était dès lors pas tenu de garantir une priorité aux enfants qui ont suivi un enseignement en immersion en primaire pour l'accès aux établissements qui offrent cette possibilité en secondaire.

B.16.4. En prévoyant que la demande d'inscription dans un établissement qui offre la possibilité de continuer au niveau du premier degré de l'enseignement secondaire un enseignement en immersion entamé par l'élève en primaire multiplie l'indice composite de l'élève concerné par un facteur de 1,18, ce qui aura pour effet d'augmenter légèrement l'indice composite et donc de placer l'élève plus favorablement que s'il n'avait pas suivi l'enseignement en immersion, le législateur décréte accorde une importance relative au choix des parents pour un *continuum* pédagogique déterminé.

B.16.5. Il n'appartient pas à la Cour de déterminer si la valeur du facteur lié à l'apprentissage en immersion devrait être plus importante. A cet égard, il revient au législateur décréte, qui devra être éclairé sur le fonctionnement de la procédure d'inscription imposée par le décret attaqué par la Commission Interréseaux des inscriptions et par la Commission de pilotage mise en place par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française, en application de l'article 37 du décret attaqué, d'évaluer si le facteur de 1,18 est suffisant pour atteindre l'objectif d'offrir aux élèves qui ont suivi depuis la 3^{ème} primaire un enseignement en immersion, dans la mesure du possible, l'opportunité de poursuivre cet enseignement dans l'enseignement secondaire.

B.16.6. Le moyen n'est pas fondé.

En ce qui concerne le critère de départage entre les élèves ayant un indice composite ex aequo (sixième moyen dans l'affaire n° 5002)

B.17.1. Le sixième moyen dans l'affaire n° 5002 est dirigé contre l'article 79/18 du décret du 24 juillet 1997, inséré par l'article 26 du décret attaqué, qui dispose :

« Lorsque, pour l'attribution des places disponibles, plusieurs élèves ont le même indice composite, ils sont classés dans l'ordre croissant de l'indice socio-économique de leur quartier d'origine. Lorsqu'il est impossible de déterminer l'indice socio-économique du quartier d'origine d'un élève, l'Administration lui attribue l'indice socio-économique moyen du quartier d'origine des élèves ayant le même indice composite.

[...] ».

Les parties requérantes estiment que cette disposition crée une différence de traitement contraire aux articles 10, 11 et 24 de la Constitution dans la mesure où l'administration de la Communauté française serait dans l'incapacité de déterminer l'indice socio-économique des quartiers d'origine situés en Région flamande, de sorte que tous les élèves domiciliés en Région flamande et souhaitant poursuivre leur scolarité dans un établissement d'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française se verraient d'office attribuer un indice socio-économique moyen n'ayant aucun lien avec leur indice socio-économique personnel.

B.17.2. L'article 79/1, 5°, inséré par l'article 3 du décret attaqué, indique que l'indice socio-économique du quartier d'origine de l'élève est celui qui est « attribué au secteur statistique du domicile de l'élève selon les modalités fixées à l'article 3 du décret du 30 avril 2009 [organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité] ».

B.17.3. L'article 3 du décret du 30 avril 2009 indique que le calcul de l'indice socio-économique de chaque quartier se fonde sur une étude interuniversitaire dont l'objet est de déterminer cet indice selon une formule définie par le Gouvernement, sur la base de secteurs statistiques équivalant à chaque subdivision territoriale la plus petite déterminée par la Direction générale Statistique et Information économique du Service Public Fédéral Economie, Petites et Moyennes entreprises, Classes moyennes et Energie.

B.17.4. Ainsi que le confirme le Gouvernement de la Communauté française, celui-ci dispose dès lors des données statistiques couvrant l'intégralité du territoire et il est en mesure de déterminer l'indice socio-économique du quartier d'origine des élèves domiciliés en Région flamande. Pour le surplus, la Cour n'est pas compétente pour connaître des éventuelles « carences de l'administration » dénoncées par les parties requérantes.

B.17.5. Le moyen n'est pas fondé.

En ce qui concerne le maintien des effets

B.18. Une annulation rétroactive des dispositions du décret attaqué créerait une insécurité juridique quant aux effets qu'elles ont produits lors de la rentrée scolaire du 1^{er} septembre 2010. Il convient dès lors de maintenir définitivement les effets produits par le décret à cette date.

En outre, l'annulation avec effet immédiat aggraverait la discrimination à laquelle elle entend mettre fin si le décret devait être appliqué avant que le législateur décrétal ait eu l'occasion d'y remédier par l'adoption de dispositions nouvelles. En conséquence, il convient de maintenir les effets de la disposition annulée jusqu'à l'adoption par le législateur décrétal de nouvelles dispositions, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2011.

Par ces motifs,

la Cour

— annule l'article 79/17, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o, du décret de la Communauté française du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, tel qu'il a été inséré par l'article 25 du décret du 18 mars 2010;

— maintient les effets de la disposition annulée jusqu'à l'adoption par le législateur décrétal de nouvelles dispositions et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2011;

— sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.9.5, rejette les recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, à l'audience publique du 13 janvier 2011.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux

Le président,

M. Melchior

GRONDWETTELIJK HOF

N. 2011 — 747

[2011/200395]

Uittreksel uit arrest nr. 4/2011 van 13 januari 2011

Rolnummers 5002 en 5010

In zake : de beroepen tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 maart 2010 « tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, op het gebied van de inschrijvingen in het eerste jaar van het secundair onderwijs », ingesteld door de gemeente Villers-la-Ville en anderen en door Annabelle Daussaint en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters R. Henneuse en M. Bossuyt, de rechters E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey en P. Nihoul, en, overeenkomstig artikel 60bis van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, emeritus voorzitter M. Melchior, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van emeritus voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de beroepen en rechtspleging

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 9 juli 2010 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 12 juli 2010, is beroep tot vernietiging ingesteld van het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 maart 2010 « tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, op het gebied van de inschrijvingen in het eerste jaar van het secundair onderwijs » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 9 april 2010) door de gemeente Villers-la-Ville, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen, en door de hierna volgende personen, handelend uit eigen naam en in hun hoedanigheid van wettelijke vertegenwoordiger van hun minderjarig(e) kind(eren) : Christian Carpentier en Véronique Brienne, wonende te 1495 Villers-la-Ville, rue Ernest Deltenre 91, Benoît Schaeck en Catherine Van Thielen, wonende te 1495 Villers-la-Ville, rue de la Croix 11, Axel Frennet, wonende te 1495 Villers-la-Ville, rue de la Croix 21, Annabelle Daussaint, wonende te 6223 Wagnelée, rue des Ecoles 11, Jacques Mayolle en Isabelle Niespodziany, wonende te 1495 Villers-la-Ville, rue de la Gare 33, Robert Rotselaar en Martine Callewaert, wonende te 7140 Morlanwelz, résidence du Pachy 55, Philippe Goeffoet en Martine Van Haudenhove, wonende te 1495 Villers-la-Ville, Chemin Depas 13, Bernard Bonjean en Marie-Lise Dive, wonende te 1495 Villers-la-Ville, rue de Dreumont 19, Jean-Michel Hendrick en Marie-France Detheux, wonende te 1495 Villers-la-Ville, rue de Suisse 16, Philippe Staes en Nathalie Poulet, wonende te 1495 Villers-la-Ville, rue de Suisse 10, Christophe Faelens en Rachida Zaoudi, wonende te 1800 Vilvoorde, Nijverheidstraat 103, Didier Pansaers en Caroline Hubrecht, wonende te 1780 Wemmel, Van Elewijckstraat 104, Thierry Fouat en Carine Galant, wonende te 1120 Brussel, Oorlogskruisenlaan 369, Jorge Carvalho en Manuela Marques, wonende te 1780 Wemmel, Nervierslaan 78, Marie-Noëlle De Vos, wonende te 1140 Brussel, Haachtsesteenweg 1050, Joëlle Pierrard, wonende te 1932 Sint-Stevens-Woluwe, Kasteelgaarde 14, Alain Pirnay en Ariane Van der Elst, wonende te 1460 Itter, rue d'Hennuyères 13, Jean-Pol Chapelier en Martine Timsonet, wonende te 1180 Brussel, Eikenlaan 55, François de Voghel, wonende te 1050 Brussel, Maliestraat 19, en Nathalie Marchal, wonende te 1180 Brussel, Floridalaan 86, Eugène Jurado Moriana en Montserrat Moro Gonzales, wonende te 1080 Brussel, Levallois-Perretstraat 40, Murielle Motquin, wonende te 1080 Brussel, Alfred Duboisstraat 27, Christophe Godart, wonende te 1800 Vilvoorde, Romeinsesteenweg 268, en Montserrat Lopez Margolles, wonende te 1080 Brussel, Landmeterstraat 23, François Boon en Isabelle Gaudissart, wonende te 1332 Genval, avenue Gevaert 197, Werner Vergels en Rousseau, wonende te 1380 Lasne, route de l'Etat 58, Philippe Gerard en Virginie De Winde, wonende te 1332 Genval, Fontaine Fontenoy 2, Jacopo Giola en Isabelle Leloup,

wonende te 1410 Waterloo, avenue des Constellations 18, Candy Saulnier, wonende te 1030 Brussel, Koninklijke Sinte-Mariastraat 239, Sylvie Paumen, wonende te 1020 Brussel, Stevens-Delannooystraat 79, Miguel Marques Gomez en Maria Cristina Peten De Pina Prata, wonende te 1330 Rixensart, rue du Moulin 12, en Daniel Rahier en Fabienne Van Frachen, wonende te 1380 Lasne, rue du Printemps 96.

De vordering tot schorsing van hetzelfde decreet, ingesteld door dezelfde verzoekende partijen, is verworpen bij het arrest nr. 97/2010 van 29 juli 2010, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 25 oktober 2010.

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 27 juli 2010 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 28 juli 2010, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 79/17, § 1, tweede lid, 2^o, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, zoals dat artikel werd ingevoegd bij artikel 25 van voormeld decreet van 18 maart 2010, door Annabelle Daussaint, wonende te 6223 Wagnelée, rue des Ecoles 11, Jacques Fils en Sylvie Druez, wonende te 1495 Tilly, rue de Strichon 58, Karina Cheron, wonende te 1495 Villers-la-Ville, drève du Tumulus 15, en Benoît Schaeck, wonende te 1495 Marbais, rue de la Croix 11.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 5002 en 5010 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

II. In rechte

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen

B.1.1. De beroepen tot vernietiging zijn gericht tegen het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 maart 2010 « tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, op het gebied van de inschrijvingen in het eerste jaar van het secundair onderwijs ».

B.1.2. Dat decreet strekt ertoe de inschrijvingen te organiseren van de leerlingen in het eerste jaar van het secundair onderwijs, vanaf het schooljaar 2010-2011 en voor de volgende jaren. Het vervangt de bepalingen met hetzelfde onderwerp die in het decreet van 24 juli 1997 waren ingevoegd bij het decreet van 8 maart 2007 « houdende diverse maatregelen met het oog op de regularisatie van de inschrijvingen en van de veranderingen van school in het leerplichtonderwijs » en bij het decreet van 18 juli 2008 « tot regeling van de inschrijvingen van de leerlingen in de eerste graad van het secundair onderwijs en tot bevordering van de sociale gemengdheid binnen de schoolinrichtingen ». Tijdens de parlementaire voorbereiding heeft de minister van Leerplichtonderwijs van de Franse Gemeenschap het bestreden decreet als volgt voorgesteld :

« Op pragmatisch vlak stelt het objectieve regels vast om zo nodig een keuze uit de aanvragen te maken. Tot tweemaal toe zijn systemen uitgetoetst : het open register vanaf een bepaalde datum en de lottrekking als ultiem criterium. De wachtrijen naar aanleiding van het eerste systeem zijn op menselijk vlak onaanvaardbaar gebleken. De lottrekking, die in sommige opzichten nochtans billijk is, is door de publieke opinie niet goed onthaald : gezinnen hebben de indruk gehad dat het lot van hun kind(eren) afhangt van een soort loterij waarop zij geen vat hadden. Vandaag [wordt voorgesteld] een ander systeem aan te nemen dat steunt op de berekening van een samengesteld indexcijfer met het oog op de rangschikking van de aanvragen en de daaruit te maken keuze volgens de beschikbare plaatsen » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2009-2010, nr. 82/3, p. 4).

B.1.3. Het decreet regelt een inschrijvingsprocedure in het eerste jaar van het secundair onderwijs die gedeeltelijk wordt uitgevoerd door de inrichtingshoofden en de inrichtende machten, en voor het overige door de netoverschrijdende inschrijvingscommissie (« Commission Interréseaux des inscriptions », in het kort « CIRI »). Het behoudt in elke inrichting voor secundair onderwijs 20,4 pct. van de beschikbare plaatsen voor aan de zogeheten « ZSEI-leerlingen » (zwakke sociaaleconomische index), die afkomstig zijn van een minder begunstigde school of vestiging voor basis- of lager onderwijs in de zin van artikel 3, 4^o, ervan. Het legt de voorrang vast die sommige leerlingen genieten vanwege hun familiale of persoonlijke situatie. Om een keuze te maken uit de inschrijvingsaanvragen ingediend in de onderwijsinstellingen die niet al die aanvragen kunnen aanvaarden omdat zij niet over voldoende plaatsen beschikken, wordt een rangschikking opgemaakt op basis van een « samengesteld indexcijfer » dat aan iedere leerling wordt toegekend. Dat indexcijfer wordt verkregen door de vermenigvuldiging van een basisindexcijfer dat overeenstemt met de door de ouders geuite voorkeuren, met enkele bij het decreet bepaalde factoren. Die factoren hangen onder andere af van de afstand tussen de woonplaats van de leerling en de lagere school of basisschool waar hij onderwijs volgde, de woonplaats van de leerling en de gekozen instelling voor secundair onderwijs, en de afstand tussen die laatste en de lagere school of basisschool waar de leerling onderwijs volgde. Het samengestelde indexcijfer wordt eveneens beïnvloed door de keuze om in het secundair onderwijs verder een taalbadonderwijs te volgen dat in de loop van het lager onderwijs was aangevat, alsook door de partnerschapsovereenkomsten die tussen inrichtingen voor lager en secundair onderwijs kunnen bestaan.

B.1.4. Hoewel de verzoekende partijen in de zaak nr. 5002 de vernietiging vorderen van de artikelen 1 tot 42 van het bestreden decreet, beogen de middelen slechts enkele van die bepalingen. Het Hof onderzoekt de bepalingen van het decreet ten aanzien waarvan vernietigingsmiddelen worden aangevoerd.

Ten aanzien van het belang

B.2. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

B.3.1. De eerste verzoekende partij in de zaak nr. 5002 is de gemeente Villers-la-Ville. Zij treedt op als inrichtende macht van twee gemeentescholen. Zij voert aan dat het bestreden decreet tot gevolg heeft dat de leerlingen die in die inrichtingen onderwijs volgen, benadeeld worden bij hun inschrijving in het eerste jaar van het secundair onderwijs, zodat het, in de toekomst, de ouders ervan zou kunnen doen afzien hun kinderen in die scholen in te schrijven.

In tegenstelling tot wat de Franse Gemeenschapsregering aanvoert, doet het gegeven dat die verzoekende partij geen secundair onderwijs inricht, geen afbreuk aan haar belang om de vernietiging te vorderen van de door haar bestreden bepalingen. Die bepalingen regelen immers de mogelijkheden met betrekking tot de inschrijving in de eerste graad van het secundair onderwijs waarbij met name gebruik wordt gemaakt van een criterium om de inschrijvingsaanvragen te rangschikken volgens de ligging van de inrichting voor lager onderwijs van herkomst ten opzichte van de ligging van de gekozen inrichting voor secundair onderwijs. Indien dat criterium ongunstig blijkt voor sommige lagere scholen, zou het een rechtstreekse en ongunstige weerslag hebben op de aantrekkingskracht van die scholen en dus op termijn op hun leerlingenaantal.

B.3.2. De tweede tot de eenendertigste verzoekende partijen in de zaak nr. 5002 zijn ouders van leerlingen die zijn ingeschreven in een door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde basisschool, die handelen uit eigen naam en in hun hoedanigheid van wettelijke vertegenwoordigers van hun kinderen die, op het ogenblik van de indiening van het beroep, onderwijs volgen in verschillende jaren van het lager onderwijs.

De situatie van die verzoekende partijen zou rechtstreeks en ongunstig kunnen worden geraakt door het bestreden decreet, dat de voorwaarden vaststelt voor de inschrijving van de leerlingen in de eerste cyclus van een door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde instelling voor secundair onderwijs.

B.3.3. Hetzelfde geldt voor de verzoekende partijen in de zaak nr. 5010.

B.4. De beroepen zijn ontvankelijk.

Ten aanzien van de middelen

B.5. Het eerste tot het vijfde middel aangevoerd door de verzoekende partijen in de zaak nr. 5002 en de twee middelen aangevoerd in de zaak nr. 5010 hebben betrekking op de factoren voor de berekening van het samengestelde indexcijfer aan de hand waarvan de leerlingen kunnen worden gerangschikt met het oog op hun inschrijving in de inrichtingen voor secundair onderwijs waar het aantal inschrijvingsaanvragen groter is dan het aantal plaatsen dat zij kunnen aanbieden. Het tweede subonderdeel van het eerste onderdeel van het eerste middel in de zaak nr. 5002 bekritiseert daarnaast één van de criteria inzake de prioriteit bij de inschrijving. Het zesde middel in de zaak nr. 5002 betreft de wijze waarop een keuze wordt gemaakt uit de leerlingen met hetzelfde samengestelde indexcijfer, waarbij wordt uitgegaan van het sociaaleconomische indexcijfer van hun wijk van herkomst, en het zevende middel in die zaak heeft betrekking op het criterium van onderscheid van de zogeheten « ZSEI »-leerlingen (zwakke sociaaleconomische index).

Het Hof onderzoekt eerst dat laatste middel (B.6). Vervolgens onderzoekt het het deel van het middel met betrekking tot de prioriteit die het decreet aan sommige leerlingen verleent (B.7), de middelen in verband met de berekening van het samengestelde indexcijfer van de leerlingen (B.8 tot B.16), en het middel betreffende het maken van een keuze uit de leerlingen met hetzelfde sociaaleconomische indexcijfer (B.17).

Wat het « ZSEI »-criterium betreft (zevende middel in de zaak nr. 5002)

B.6.1. Het zevende middel in de zaak nr. 5002 is gericht tegen artikel 28 van het bestreden decreet, in zoverre het een artikel 79/19 invoegt in het decreet van 24 juli 1997. Die bepaling verplicht het inrichtingshoofd of de inrichtende macht, wanneer zij de plaatsen toekennen die zij moeten toekennen - de andere plaatsen worden immers toegekend door de « CIRI » -, ertoe 20,4 pct. van de erkende plaatsen, voor zover dat percentage kan worden bereikt, voor te behouden aan zogeheten « ZSEI »-leerlingen in de volgorde van hun rangschikking volgens het samengestelde indexcijfer en in geval van een *ex aequo* in opklimmende volgorde van het sociaaleconomische indexcijfer van hun wijk van herkomst. De overige plaatsen worden vervolgens toegekend aan de leerlingen die met toepassing van het nieuwe artikel 79/10 van het decreet van 24 juli 1997 een prioriteit genieten. Ten slotte worden de overblijvende plaatsen toegekend aan de niet-prioritaire leerlingen, al dan niet « ZSEI »-leerlingen, in de volgorde van hun rangschikking volgens het samengestelde indexcijfer en in geval van *ex aequo* in opklimmende volgorde van het sociaaleconomische indexcijfer van hun wijk van herkomst. Het met die maatregel nagestreefde doel past in een « algemeen plan voor de democratisering van de school », waarbij met name « een grotere sociale mobiliteit » wordt beoogd (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2009-2010, nr. 82/1, p. 3).

B.6.2. Uit de bewoordingen van het middel blijkt dat de verzoekende partijen niet het beginsel bekritisieren volgens hetwelk een percentage van de in elke inrichting beschikbare plaatsen wordt voorbehouden aan leerlingen met een zwak sociaaleconomisch indexcijfer. De grief heeft betrekking op het criterium dat het bestreden decreet hanteert om een onderscheid te maken tussen de zogeheten « ZSEI »-leerlingen en de andere leerlingen. Luidens het nieuwe artikel 79/1, 4^o, van het decreet van 24 juli 1997 is een « ZSEI »-leerling een leerling die afkomstig is uit « een minder begunstigde school of vestiging voor basis- of lager onderwijs », namelijk « één van de vestigingen voor het basis- of lager onderwijs die, in de rangschikking van de vestigingen van het basis- of lager onderwijs, opgemaakt door de administratie met toepassing van artikel 4, vierde lid, van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, de minst begunstigde zijn en die samen 40 % van de leerlingen ontvangen ».

De verzoekende partijen zijn van mening dat het criterium van onderscheid tussen de zogeheten « ZSEI »-leerlingen, die in die hoedanigheid een prioriteit genieten bij de inschrijving ten belope van 20,4 pct. van de in elke inrichting beschikbare plaatsen, en de andere leerlingen, die geen « ZSEI »-leerlingen zijn, criterium dat niet afhangt van de persoonlijke situatie van de leerlingen maar van de situatie van hun inrichting voor lager onderwijs van herkomst, een discriminatie tot stand brengt die in strijd is met de artikelen 10, 11 en 24 van de Grondwet.

B.6.3. Met toepassing van artikel 4, vierde lid, van het voormelde decreet van 30 april 2009 worden de onderwijsvestigingen om de vijf jaar gerangschikt waarbij rekening wordt gehouden met een aan elke vestiging toegekend indexcijfer dat overeenstemt met het gemiddelde van de sociaaleconomische indexcijfers van de daarin ingeschreven leerlingen. Het indexcijfer van elke leerling wordt bepaald door het indexcijfer dat, met toepassing van artikel 3 van hetzelfde decreet, aan zijn verblijfplaats is toegekend door een interuniversitaire studie. Hieruit vloeit voort dat de rangschikking van de vestigingen voor lager onderwijs aan de hand waarvan kan worden bepaald of een leerling al dan niet een « ZSEI »-leerling is, afhankelijk is van het gemiddelde van de sociaaleconomische indexcijfers van de wijken van herkomst van alle leerlingen die in de vestiging onderwijs volgen.

B.6.4. De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft zich afgevraagd of « sommige voorgestelde criteria adequaat zijn in het licht van » de door het decreet nagestreefde doelstellingen en heeft met name opgemerkt :

« Aldus zou een leerling met een hoog individueel indexcijfer die evenwel afkomstig is uit een basis- of lagere school die beantwoordt aan het aldus vermelde, collectief bepaalde criterium, worden beschouwd als een 'ZSEI-leerling', terwijl een leerling met een laag indexcijfer die evenwel afkomstig is uit een basis- of lagere school die niet aan dat criterium voldoet, die kwalificatie niet zou hebben, waarbij de eerstgenoemde bijgevolg, in tegenstelling tot de laatstgenoemde, de regel van de prioriteit zou genieten. Omgekeerd zou een leerling met een laag indexcijfer die evenwel afkomstig is uit een basis- of lagere school die niet aan het voorgestelde criterium beantwoordt, de regel van de prioriteit niet genieten » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2009-2010, nr. 82/1, p. 53).

B.6.5. In de memorie van toelichting van het bestreden decreet wordt uitgelegd waarom de gemeenschapswetgever het criterium voor het bepalen van de zogeheten « ZSEI »-leerlingen gekoppeld aan de onderwijsvestiging van herkomst, heeft behouden :

« Die keuze om gebruik te maken van het gemiddelde sociaaleconomische indexcijfer van de scholen (gelijk aan het gemiddelde van de sociaaleconomische indexcijfers van de wijken van herkomst van de leerlingen) past in de eerste plaats in het kader van de coherentie met alle door de Franse Gemeenschap gemaakte beleidskeuzes inzake differentiatie (gedifferentieerde financiering van de inrichtingen, beleid inzake positieve discriminatie geleidelijk vervangen door de gedifferentieerde begeleiding, gedifferentieerde begeleiding van de PMS-centra), die allemaal uitgaan van het sociaaleconomische indexcijfer van de scholen en van de centra.

Het sociaaleconomische indexcijfer van een school, ook al is het niet perfect, geeft wellicht het werkelijke sociaaleconomische indexcijfer van de kinderen die er onderwijs volgen, beter weer dan het indexcijfer van de wijk. Men kan immers afkomstig zijn van een mindere begunstigde wijk en toch op sociaal vlak begunstigd zijn, en omgekeerd. Bovendien is de kans jammer genoeg groot dat de meest begunstigde kinderen van minder begunstigde wijken onderwijs volgen in veeleer begunstigde scholen.

Bovendien is het voor de nieuwkomers, grensbewoners die in sommige scholen een niet onaanzienlijk deel van de leerlingen vertegenwoordigen, niet mogelijk het sociaaleconomische indexcijfer van de wijk van herkomst te bepalen » (*ibid.*, pp. 9-10).

B.6.6. De keuze van de decreetgever voor een criterium dat steunt op de sociaaleconomische rangschikking van de basis- of lagere school van herkomst van de leerling, en niet van de wijk waar hij verblijft, is niet kennelijk onredelijk. De plaats van de lagere school in de sociaaleconomische rangschikking van de scholen geeft immers de gemiddelde sociaaleconomische situatie weer van de leerlingen die er onderwijs volgen, en staat dus niet los van het persoonlijke sociaaleconomische indexcijfer van iedere leerling. Hoewel het vaststaat dat sommige leerlingen een sociaaleconomisch indexcijfer hebben dat hoger of, naar gelang van het geval, lager is dan het gemiddelde van de leerlingen die in dezelfde inrichting onderwijs volgen, zou een vergelijkbare situatie kunnen worden waargenomen wanneer het sociaaleconomische indexcijfer werd bepaald op basis van de wijk waar de leerling verblijft. Immers, aangezien het sociaaleconomische indexcijfer van de wijk eveneens steunt op het gemiddelde van de resultaten van de inwoners van de wijk voor elke in aanmerking genomen factor, hebben sommige bewoners een hoger of, naar gelang van het geval, lager sociaaleconomisch indexcijfer dan het gemiddelde van de bewoners van de wijk, zodat geen enkele van die twee oplossingen het mogelijk maakt het aan een leerling toegekende sociaaleconomische indexcijfer volledig af te stemmen op zijn persoonlijke situatie. Ten slotte past de inaanmerkingneming van de sociaaleconomische rangschikking van de school in het kader van de continuïteit van de regeling ingevoerd bij het voormelde decreet van 30 april 2009.

B.6.7. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat het onderscheid tussen de zogeheten « ZSEI »-leerlingen en de andere, verbonden aan de sociaaleconomische rangschikking van de lagere school van herkomst, niet zonder redelijke verantwoording is.

B.6.8. Het middel is niet gegrond.

Wat betreft de prioriteit die wordt toegekend aan de kinderen van wie een ouder een functie uitoefent in de gekozen inrichting voor secundair onderwijs (eerste middel, tweede subonderdeel van het eerste onderdeel, in de zaak nr. 5002)

B.7.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 5002 vorderen de vernietiging van artikel 79/10, § 1, 6°, ingevoegd in het decreet van 24 juli 1997 bij artikel 16 van het bestreden decreet, dat bij de inschrijving een prioriteit toekent aan de leerlingen « van wie ten minste één van de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent het geheel of een deel van zijn ambt binnen de inrichting voor secundair onderwijs uitoefent ». Zij zijn van mening dat die bepaling een discriminatie tot stand brengt onder de kinderen, naargelang een van hun ouders een functie uitoefent in de lagere school waar zij onderwijs hebben gevolgd of in de inrichting voor secundair onderwijs waar zij zich willen laten inschrijven. Zij voegen eraan toe dat het eveneens discriminerend is alleen rekening te houden met de arbeidsplaats van de ouders die hun functie in een inrichting voor secundair onderwijs uitoefenen, en niet met de arbeidsplaats van de andere ouders.

B.7.2. Door bij de inschrijving in een inrichting voor secundair onderwijs een prioriteit toe te kennen aan de kinderen van personen die een functie in die inrichting uitoefenen, wil de decreetgever de organisatie van het gezin vergemakkelijken en de verplaatsingen van de gezinnen die zich in die bijzondere situatie bevinden, rationaliseren, vermits het kind de verplaatsing tussen zijn woonplaats en de onderwijsinrichting zal kunnen maken samen met zijn ouder die die verplaatsing hoe dan ook maakt. Die prioriteit wordt dus verantwoord door overwegingen in verband met het welzijn van de leerling of met gedeelde voordelen voor het gezin. Die verantwoording kan niet gelden voor een kind van wie een ouder een functie uitoefent in de inrichting voor lager onderwijs waarin het was ingeschreven en waar het, per hypothese, geen onderwijs meer zal volgen.

Het verschil in behandeling tussen de kinderen wier ouders een functie in een inrichting voor secundair onderwijs uitoefenen en diegenen wier ouders een functie in een inrichting voor basis- of lager onderwijs uitoefenen, is niet zonder redelijke verantwoording. Dat subonderdeel van het middel is niet gegrond.

B.7.3. De grief in verband met het niet in aanmerking nemen van de arbeidsplaats van de andere ouders, zal worden behandeld tijdens het onderzoek van de factor voor het bepalen van het samengestelde indexcijfer gekoppeld aan de afstand tussen de woonplaats van het kind en de gekozen inrichting voor secundair onderwijs.

Wat de factoren voor de berekening van het samengestelde indexcijfer betreft

B.8. Om een keuze te maken uit de inschrijvingsaanvragen in het eerste jaar van het secundair onderwijs in de inrichtingen die worden geconfronteerd met een te hoog aantal aanvragen in verhouding tot het aantal plaatsen dat zij kunnen aanbieden, legt het decreet een rangschikking van die aanvragen op volgens een voor iedere leerling berekend samengesteld indexcijfer.

« [Dat indexcijfer] wordt verkregen door aan iedereen een waarde ' 1 ' toe te kennen, eerst vermenigvuldigd met een factor die op degressieve wijze van 1,5 tot 1,1 varieert met stappen van ' -0,1 ' van de eerste tot de vijfde voorkeur en vervolgens vermenigvuldigd met aan criteria verbonden factoren. Die weging op basis van de voorkeuren stemt overeen met de wil om zoveel mogelijk voorrang te geven aan de eerste voorkeuren van de ouders » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2009-2010, nr. 82/1, p. 5).

De vermenigvuldigingsfactoren die het mogelijk maken het samengestelde indexcijfer te bepalen, zijn bij het decreet opgelegd. Zij hangen af van de volgende criteria :

« 1° De lagere school of de basisschool van herkomst was, op het ogenblik van de inschrijving in die school, of is op het ogenblik van de inschrijving in het eerste gemeenschappelijke jaar, onder die van hetzelfde net, een van de vijf scholen die het dichtst bij de woonplaats van de leerling of van een van beide ouders gelegen zijn. Dat criterium wordt vastgelegd door een degressieve weging toe te kennen van de eerste dichtstbijzijnde naar de vijfde dichtstbijzijnde. Die waarden zijn 2 voor de eerste dichtstbijzijnde, 1,81 voor de tweede dichtstbijzijnde, 1,61 voor de derde dichtstbijzijnde, 1,41 voor de vierde dichtstbijzijnde, 1,21 voor de vijfde dichtstbijzijnde en 1 voor de scholen die verder gelegen zijn. [...]

2° De gekozen secundaire school is, onder die van hetzelfde net, een van de vijf inrichtingen die het dichtst bij de woonplaats van de leerling of van een van beide ouders gelegen zijn. Dat criterium wordt vastgelegd door een degressieve weging toe te kennen van de eerste dichtstbijzijnde naar de vijfde dichtstbijzijnde. Die waarden zijn 1,98 voor de eerste dichtstbijzijnde, 1,79 voor de tweede dichtstbijzijnde, 1,59 voor de derde dichtstbijzijnde, 1,39 voor de vierde dichtstbijzijnde, 1,19 voor de vijfde dichtstbijzijnde en 1 voor de scholen die verder gelegen zijn. [...]

3° De gekozen secundaire school is gelegen in een straal van 4 km rondom de lagere school of de basisschool van herkomst. Dat criterium is 1,54 waard als het vervuld is, en 1 als het niet vervuld is.

[...]

4° Vanaf het schooljaar 2011-2012 is de lagere school of de basisschool van herkomst een van de lagere scholen waarvan het inrichtingsproject voorziet in ten minste vijf prioritaire acties inzake pedagogisch partnerschap met de secundaire school die in haar eigen inrichtingsproject dezelfde acties heeft opgenomen, [...].

5° Eveneens vanaf het schooljaar 2011-2012 is de basisschool of de lagere school van herkomst een school die geen verbindingsovereenkomst of geen partnerschapsovereenkomst heeft. [...]

6° De secundaire school biedt de mogelijkheid om in dezelfde taal een taalbadonderwijs verder te volgen aan leerlingen die dat onderwijs sedert ten minste het derde leerjaar lager onderwijs hebben genoten. Dat criterium is 1,18 waard als het vervuld is en 1 als het niet vervuld is » (*ibid.*, pp. 5-6).

De weging van de drie criteria inzake afstand en de combinatie ervan hebben tot doel « niemand te bestraffen bij zijn keuze » (*ibid.*, p. 16).

Artikel 79/7, § 3, van het decreet van 24 juli 1997, ingevoegd bij het bestreden decreet, preciseert dat de ouders de mogelijkheid hebben de woonplaats aan te geven die volgens hen in aanmerking moet worden genomen voor de berekening van de vereiste afstanden voor het bepalen van het samengestelde indexcijfer. Die woonplaats is de woonplaats van een van beide ouders, tenzij een derde de ouderlijke macht uitoefent.

Wat de factor in verband met de afstand tussen de lagere school van herkomst en de woonplaats betreft (eerste middel in de zaak nr. 5002)

B.9.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 5002 vorderen de vernietiging van artikel 79/17, § 1, tweede lid, 1°, ingevoegd in het decreet van 24 juli 1997 bij artikel 25 van het bestreden decreet, dat, onder de criteria voor de berekening van het samengestelde indexcijfer van de kinderen, de factor vaststelt die is afgeleid uit de afstand tussen de lagere of basisschool van herkomst en de woonplaats van de leerling of van een van beide ouders. Zij zijn van mening dat het in aanmerking nemen van dat criterium leidt tot een verschil in behandeling dat met name in strijd is met de artikelen 10, 11 en 24 van de Grondwet, tussen de kinderen die, tijdens hun schooljaren, een nieuwe school hebben zien oprichten dicht bij hun woonplaats dan waar de school is gevestigd waar zij onderwijs volgden, en de andere kinderen, alsook tussen de kinderen die onderwijs hebben gevolgd in een lagere school die ver was verwijderd van hun woonplaats omdat één van hun ouders er een functie uitoefende, en de andere kinderen.

B.9.2. Tijdens de besprekingen in de commissie heeft de minister uitgelegd dat de criteria zijn gekozen « om een groter gewicht te geven aan de nabijheid van de lagere school ten opzichte van de woonplaats » en dat de « factor van de nabijheid een factor is waarin de meeste ouders zich kunnen vinden » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2009-2010, nr. 82/3, p. 19). Het belang van de weging die aan die factor is toegekend, wordt evenwel gerelativeerd door de combinatie ervan met de twee andere factoren inzake afstanden: de afstand tussen de woonplaats en de gekozen inrichting voor secundair onderwijs en de afstand tussen de lagere school en de inrichting voor secundair onderwijs.

In de memorie van toelichting wordt gepreciseerd :

« Het belangrijke gewicht dat aan die factor wordt toegekend, wordt met name verantwoord door de wil van de wetgever :

— om de ouders ertoe aan te moedigen hun kind onderwijs te laten volgen in hun wijk teneinde de maatschappelijke band te bevorderen;

— niet de ouders te bestraffen die voor de nabijheid hebben gekozen » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2009-2010, nr. 81/1, p. 5).

B.9.3. De verzoekende partijen klagen in de eerste plaats een verschil in behandeling aan tussen de kinderen die wonen op een plaats waar het schoollandschap sinds hun eerste inschrijving in de lagere of basisschool niet is veranderd en diegenen die wonen in de nabijheid van een nieuwe onderwijsinrichting, opgericht na hun eerste inschrijving, zodat de lagere school waar zij onderwijs volgden één rang zakt in de lijst van de scholen die het dichtst bij hun woonplaats zijn gevestigd, waardoor zij een lager samengesteld indexcijfer verkrijgen dan indien die nieuwe school niet op die plaats was opgericht, zonder dat dit op enigerlei wijze voortvloeit uit de keuze van hun ouders.

B.9.4. De bestreden bepaling stelt het criterium van de afstand tussen de woonplaats en de lagere school van herkomst als volgt vast :

« de lagere school of de basisschool van afkomst is, op het ogenblik van de inschrijving in het eerste gemeenschappelijke jaar of op het ogenblik van de inschrijving in het lager onderwijs van die school, onder die van het net waartoe de lagere school of de basisschool van afkomst behoort, één van de vijf scholen die het dichtst bij de woonplaats van de leerling of van één van beide ouders gelegen zijn. Dat criterium wordt vastgelegd door een degressieve weging toe te kennen van de 1ste dichtstbijzijnde naar de vijfde dichtstbijzijnde. Die waarden zijn : 2, voor de eerste dichtstbijzijnde, 1,81, voor de tweede dichtstbijzijnde, 1,61, voor de derde dichtstbijzijnde, 1,41, voor de vierde dichtstbijzijnde, 1,21, voor de vijfde dichtstbijzijnde en 1 voor de scholen die verder gelegen zijn ».

Zelfs indien het in aanmerking nemen van de relatieve nabijheid van de woonplaats ten opzichte van de lagere school op het ogenblik van de inschrijving in die lagere school in de eerste plaats beantwoordt aan de zorg van de decreetgever om de kinderen niet te bestraffen die tijdens hun schooljaren zijn verhuisd, zonder daarom van school te zijn veranderd, laat de formulering van die bepaling toe de factor « afstand lagere school - woonplaats » te berekenen op het ogenblik van de inschrijving in de basis- of lagere school, zonder rekening te houden met een vestiging die later dichterbij zou zijn opgericht en een negatieve invloed zou hebben op de berekening van het samengestelde indexcijfer van een kind wiens ouders hadden gekozen voor de nabijheid, zonder rekening te kunnen houden met een school die op het ogenblik van die keuze niet bestond.

B.9.5. De bestreden bepaling moet in die zin worden geïnterpreteerd dat zij het mogelijk maakt om bij de berekening van de factor « afstand woonplaats - lagere school » geen rekening te houden met een nieuwe onderwijsvestiging die op het ogenblik van de eerste inschrijving in een inrichting voor basis- of lager onderwijs niet bestond, zodat de kinderen die wonen op een plaats waar het schoollandschap na hun inschrijving in hun lagere school van herkomst is geëvolueerd, niet anders worden behandeld dan de andere kinderen die zich niet in die situatie bevinden.

B.10.1. De verzoekende partijen verwijten die factor in de samenstelling van het samengestelde indexcijfer ook dat hij de kinderen benadeelt van wie een ouder een functie uitoefent in de inrichting voor lager onderwijs waar zij, om die reden, onderwijs hebben gevolgd en die mogelijk ver is verwijderd van hun woonplaats. Zij verwijten die factor eveneens geen rekening te houden met andere wettige motieven waarom de ouders hadden kunnen kiezen voor een lagere school die ver verwijderd is van de woonplaats, zoals de nabijheid ten opzichte van de arbeidsplaats van een van de ouders.

B.10.2. De decreetgever, die geconfronteerd was met de noodzaak een procedure in te voeren om een keuze te maken uit de overtalige inschrijvingsaanvragen in de inrichtingen voor secundair onderwijs die te veel aanvragen krijgen, heeft gekozen voor een systeem waarbij die aanvragen worden gerangschikt op basis van verschillende factoren, waaronder een factor die de kinderen bevoordeelt wier ouders voor het lager onderwijs hebben gekozen voor de nabijheid ten opzichte van de wijk van herkomst. Die factor van de nabijheid speelt geen rol bij het bepalen van de prioriteiten, maar wel van het samengestelde indexcijfer dat « ertoe strekt het doel van de nabijheid te verzoenen met het beginsel van de vrije keuze van de ouders » (*ibid.*) in de in B.9.2 gepreciseerde mate.

De decreetgever, die zich ervan bewust was dat andere keuzes mogelijk zijn, om redenen die evenzeer gewettigd zijn, heeft de factor van de nabijheid tussen de woonplaats en de lagere school overigens gecombineerd met andere factoren inzake nabijheid, zodat de kinderen wier ouders een andere keuze hebben gemaakt dan die van de nabijheid voor het bepalen van de lagere school, zoals de keuze om het kind in te schrijven in de school waar een van de ouders een functie uitoefent, of nog, in een school in de nabijheid van de arbeidsplaats van een van de ouders, een samengesteld indexcijfer kunnen hebben dat gunstig wordt beïnvloed door de andere factoren inzake nabijheid die dat indexcijfer samenstellen. De invloed van die factor op de mogelijkheden om zich in de inrichting voor secundair onderwijs in te schrijven, moet eveneens worden bekeken in de context van het volledige proces van de rangschikking van de aanvragen, alsook van het werk van de netoverschrijdende inschrijvingscommissie die ernaar streeft iedere leerling zo dicht mogelijk bij zijn eerste keuze onderwijs te laten volgen.

B.10.3. De keuze van de decreetgever om de kinderen te bevoorstellen wier ouders bij de inschrijving in de basis- of lagere school hebben gekozen voor de nabijheid, « stemt overeen met een feitelijke toestand », « getuigt van een zeker gezond verstand, beantwoordt aan ecologische bekommelingen en druist niet in tegen de doelstellingen inzake sociale mobiliteit » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2009-2010, nr. 82/3, p. 5). Die keuze is niet kennelijk onredelijk in het licht van de doelstelling die wordt nagestreefd met de factoren voor het bepalen van het samengestelde indexcijfer en heeft, om de hiervoor geformuleerde redenen, geen onevenredige gevolgen.

Ook al waren andere keuzes mogelijk, zoals bijvoorbeeld die voor de nabijheid van de gekozen lagere school ten opzichte van de arbeidsplaats van één van de ouders, vermocht de decreetgever ervan uit te gaan dat dat criterium, hoewel het relevant is, te moeilijk was om in te voeren en aanleiding kon geven tot fraude en betwistingen (*ibid.*, p. 22).

B.10.4. Onder voorbehoud dat artikel 79/17, § 1, tweede lid, 1^o, van het decreet van 24 juli 1997 in de in B.9.5 aangegeven zin wordt geïnterpreteerd, is het middel niet gegrond.

B.10.5. De grief, die eveneens wordt aangevoerd in het eerste middel door de verzoekende partijen in de zaak nr. 5002, met betrekking tot het niet in aanmerking nemen van de arbeidsplaats van de ouders die geen functie uitoefenen in het onderwijs voor de keuze van de inrichting voor secundair onderwijs, zal worden behandeld tijdens het onderzoek van de factor in verband met de « afstand woonplaats - inrichting voor secundair onderwijs ».

B.11.1. In het tweede onderdeel van het eerste middel verwijten de verzoekende partijen het bestreden decreet en inzonderheid artikel 79/17, § 1, tweede lid, 1^o, dat het in het decreet van 24 juli 1997 invoegt, enerzijds, op formele wijze terugwerkende kracht te hebben tot een datum vóór de bekendmaking ervan en, anderzijds, situaties te wijzigen die definitief vorm hebben gekregen, namelijk de keuze van de ouders voor de lagere of basisschool waarin hun kind zijn eerste cyclus heeft voltooid.

B.11.2. De datum van inwerkingtreding van het decreet, vastgesteld in artikel 45 op 15 februari 2010, heeft, hoewel die voorafgaat aan de datum van de bekendmaking ervan op 9 april 2010, geen enkele rechtsonzekerheid kunnen teweegbrengen, daar de periode die is vastgesteld voor het opnemen van de inschrijvingsaanvragen op grond van artikel 38, 3^o, van het decreet is ingegaan op 26 april 2010.

B.11.3. Elke wettelijke norm, ongeacht of die al dan niet een retroactieve werking heeft, voert overigens, door een datum vast te stellen waarop de bepalingen ervan in werking treden, een onderscheid in tussen de personen op wie rechtstoestanden betrekking hebben die onder de vroegere regel vallen, en de personen op wie rechtstoestanden betrekking hebben die onder de nieuwe regel vallen. Een dergelijk onderscheid schendt in beginsel de artikelen 10 en 11 van de Grondwet niet.

Door te beslissen bij de berekening van het samengestelde indexcijfer rekening te houden met een factor die is verbonden aan de keuze die de ouders hebben gemaakt op een ogenblik dat zij niet konden weten dat die keuze de mogelijkheden zou beïnvloeden voor de inschrijving van het kind in een inrichting voor secundair onderwijs, heeft de decreetgever de rechtmatige verwachtingen van de ouders niet kunnen schenden, vermits die laatsten geen enkele verwachting konden gronden op die keuze. Het loutere feit dat de keuze voor de lagere school heeft plaatsgehad op een ogenblik dat de ouders geen kennis konden hebben van de bepalingen die de inschrijving van hun kind in een inrichting voor secundair onderwijs zouden regelen, kon de decreetgever niet verbieden gebruik te maken van de factor verbonden aan de « afstand woonplaats - lagere school », onder andere factoren en volgens diverse wegen, om een keuze te maken uit te talrijke aanvragen in sommige inrichtingen.

B.11.4. Dat onderdeel van het middel is niet gegrond.

Wat betreft de factor in verband met de afstand tussen de gekozen inrichting voor secundair onderwijs en de woonplaats (eerste en tweede middel in de zaak nr. 5010; eerste middel, partim, in de zaak nr. 5002)

B.12.1. De twee middelen in de zaak nr. 5010 hebben betrekking op het tweede criterium van de nabijheid dat wordt gehanteerd bij de berekening van het samengestelde indexcijfer van de leerlingen, dat als volgt wordt uiteengezet in het nieuwe artikel 79/17, § 1, tweede lid, 2^o, van het decreet van 24 juli 1997 :

« de gekozen inrichting voor secundair onderwijs is, onder die van het net waartoe de gekozen inrichting voor secundair onderwijs behoort, één van de vijf inrichtingen die het dichtst bij de woonplaats van de leerling of van één van beide ouders gelegen zijn. Dat criterium wordt vastgelegd door een degressieve weging toe te kennen van de 1ste dichtstbijzijnde naar de vijfde dichtstbijzijnde. Die waarden zijn : 1,98, voor de eerste dichtstbijzijnde, 1,79, voor de tweede dichtstbijzijnde, 1,59, voor de derde dichtstbijzijnde, 1,39, voor de vierde dichtstbijzijnde, 1,19, voor de vijfde dichtstbijzijnde en 1 voor de scholen die verder gelegen zijn ».

Het ene middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, het andere uit de schending van die bepalingen in samenhang gelezen met artikel 24 van de Grondwet. Beide verwijten de bestreden bepaling leerlingen op soortgelijke wijze te behandelen die zich in een fundamenteel verschillende situatie bevinden, naargelang hun woonplaats zich al dan niet bevindt in de nabijheid van een inrichting voor secundair onderwijs waarin zij zich zouden kunnen laten inschrijven. De verzoekende partijen in de zaak nr. 5010, samen met de verzoekende partijen in de zaak nr. 5002, verwijten het decreet eveneens geen rekening te houden met andere rechtmatige keuzecriteria die de ouders ertoe zouden kunnen brengen hun kind te laten inschrijven in een inrichting voor secundair onderwijs, zoals de nabijheid ten opzichte van de arbeidsplaats van één van de ouders, de nabijheid ten opzichte van de woonplaats van een persoon die belast is met de naschoolse opvang van het kind, of nog, de mogelijkheden van het openbaar vervoer.

B.12.2. Volgens de memorie van toelichting is het belangrijke gewicht van de factor van de afstand tussen de gekozen inrichting voor secundair onderwijs en de woonplaats « op dezelfde wijze verantwoord als het gewicht van de nabijheid van de lagere school van herkomst », namelijk « de wil van de wetgever om de ouders ertoe aan te moedigen hun kind onderwijs te laten volgen in hun wijk teneinde de maatschappelijke band te bevorderen », en « niet de ouders te bestraffen die voor de nabijheid hebben gekozen » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2009-2010, nr. 82/1, pp. 5-6). In de commissie heeft de minister evenwel uitgelegd dat de « bijzondere weging van de eerste voorkeuren het aan de nabijheid toegekende gewicht relativeert » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2009-2010, nr. 82/3, p. 19).

B.12.3. De keuzevrijheid van de ouders inzake onderwijs, gewaarborgd bij artikel 24, § 1, van de Grondwet, impliceert niet dat zij een onvoorwaardelijk recht genieten om voor hun kind een inschrijving in de inrichting voor secundair onderwijs van hun keuze te verkrijgen. Zo heeft de Raad van State opgemerkt :

« De wetgever beschikt weliswaar over een ruime beoordelingsbevoegdheid wanneer hij, zoals te dezen, een systeem regelt voor de toegang tot diensten dat rekening moet houden met de verscheidenheid van de situaties en wanneer die laatste leiden tot soms tegengestelde belangen van de betrokken gebruikers, met daarbovenop objectieve beperkingen, zoals te dezen de opvangcapaciteit van de onderwijsinrichtingen, zodat het verwezenlijken van een mathematische gelijkheid onder de gebruikers concreet onmogelijk is » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2009-2010, nr. 82/1, p. 52).

De decreetgever, die diende tegemoet te komen aan de noodzaak om een reglementering aan te nemen teneinde een keuze te kunnen maken uit de overtallige inschrijvingsaanvragen in het eerste jaar van het secundair onderwijs in sommige inrichtingen, en die ernaar streefde bij die gelegenheid de sociale gemengdheid te bevorderen, heeft, onder de mogelijke criteria, gekozen voor een combinatie van factoren die ertoe strekken de keuze voor het volgen van onderwijs in de nabijheid van de woonplaats van het kind te bevorderen. Een dergelijke keuze, die rekening houdt met praktische, milieugebonden en sociale overwegingen, is niet zonder pertinentie. De keuzevrijheid van de ouders wordt bovendien zoveel mogelijk gevrijwaard door de mogelijkheid die hun wordt geboden om de inrichtingen van hun voorkeur aan te geven, in de door hen gekozen volgorde, door de berekening van de toekenning van de plaatsen op basis van het samengestelde indexcijfer dat met die voorkeuren rekening houdt, en door het feit dat het belang van de criteria van de nabijheid wordt gerelativeerd door het in aanmerking nemen van een factor die steunt op het partnerschap tussen de inrichtingen voor secundair onderwijs en de lagere scholen. Ten slotte maakt het algoritme voor de berekening van de plaats van iedere leerling in de inschrijvingslijsten, algoritme waarvan gebruik wordt gemaakt in de meeste landen die de voorkeuren optimaliseren op basis van een rangschikking van de leerlingen, het de leerlingen mogelijk in de rangschikking op te klimmen, zodat iedere leerling zo dicht mogelijk bij zijn voorkeuren terecht komt (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2009-2010, nr. 82/3, p. 42).

B.12.4. Hoewel het juist is dat de geografische verspreiding van de schoolinrichtingen niet uniform is in de Franse Gemeenschap en dat de situatie aanzienlijk kan verschillen tussen de steden en de landelijke gebieden, vloeit hieruit niet voort dat het decreet fundamenteel verschillende situaties op soortgelijke wijze zou behandelen in zoverre het doel van de nabijheid niet in een landelijke omgeving zou kunnen worden nagestreefd. Immers, aangezien de voor de berekening van die factor van het samengestelde indexcijfer in aanmerking genomen afstand een relatieve en geen absolute afstand is, kan de door het decreet aangemoedigde nabijheid worden gerealiseerd ongeacht de afstand, in absolute waarde, tussen de woonplaats van de leerling en de dichtstbijzijnde inrichting. Overigens, aan de keuze voor één van de vijf dichtstbijzijnde schoolinrichtingen wordt een vermenigvuldigingsfactor van het samengestelde indexcijfer toegekend, op degressieve wijze, waardoor het mogelijk is de ouders die voor de nabijheid hebben gekozen zonder daarom voorrang te hebben gegeven aan de dichtstbijzijnde inrichting, niet te bestraffen, zodat ook hier de decreetgever erover heeft gewaakt de keuzevrijheid van de ouders te vrijwaren en tegelijk zijn doel na te streven om voorrang te geven aan de nabijheid met de wijk van herkomst.

B.12.5. Ten slotte, in verband met de door alle verzoekende partijen geformuleerde grief volgens welke de decreetgever rekening had moeten houden met andere keuzecriteria van de ouders en met name de nabijheid van de school ten opzichte van de arbeidsplaats van een van hen, heeft de minister tijdens de besprekingen in de commissie uitgelegd dat dat criterium « niet irrelevant was », maar dat de uitvoering ervan ingewikkeld was en zou leiden tot rechtsonzekerheid (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2009-2010, nr. 82/3, p. 22). Hetzelfde geldt voor andere keuzecriteria, zoals dat met betrekking tot de woonplaats van de persoon die belast is met de buitenschoolse opvang van het kind. Gelet op die moeilijkheden kon de decreetgever voorrang geven aan het criterium van de nabijheid ten opzichte van de woonplaats van het kind zonder de artikelen 10, 11 en 24 van de Grondwet te schenden.

B.12.6. De grief afgeleid uit het feit dat het decreet geen rekening houdt met het aanbod van het openbaar vervoer, zal samen met de door het decreet gekozen wijze voor de berekening van de afstanden worden onderzocht.

Wat betreft de wijze waarop de afstand wordt berekend tussen de gekozen inrichting voor secundair onderwijs en de woonplaats (derde en vierde middel, derde onderdeel, in de zaak nr. 5002 en eerste middel, partim, in de zaak nr. 5010)

B.13.1. Het derde middel in de zaak nr. 5002 is gericht tegen artikel 79/2, ingevoegd in het decreet van 24 juli 1997 bij artikel 4 van het bestreden decreet, alsook tegen artikel 79/17, ingevoegd in het decreet van 24 juli 1997 bij artikel 25 van het bestreden decreet. De verzoekende partijen zijn van mening dat de wijze waarop de verschillende afstanden in vogelvlucht voor het bepalen van de factoren in de samenstelling van het samengestelde indexcijfer worden berekend, op basis van waarden bepaald door het programma « Google Maps », een verschil in behandeling teweegbrengt dat onbestaanbaar is met de artikelen 10, 11 en 24 van de Grondwet.

B.13.2. Artikel 79/2 van het decreet van 24 juli 1997 preciseert dat « voor de toepassing van de bepalingen van deze afdeling, onder afstand, wordt verstaan de kortste afstand, dit is de afstand in vogelvlucht ». Het decreet geeft niet aan hoe de gegevens met betrekking tot de verschillende afstanden zullen worden ingewonnen of berekend voor de uitvoering ervan. Tijdens de besprekingen in de commissie is gewezen op, en kritiek geuit op, het gebruik van de informaticatoepassing « Google Maps » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2009-2010, nr. 82/1, p. 13, en nr. 82/3, pp. 26 en volgende), maar de tekst zelf van het decreet legt het gebruik van die toepassing of een andere niet op. Hieruit vloeit voort dat de kritiek van de verzoekers ten aanzien van het gebruik van die software en van de vergissingen waartoe het volgens hen leidt, niet zijn gericht tegen het decreet, maar wel tegen de tenuitvoerlegging ervan en dat het Hof bijgevolg niet bevoegd is om daarvan kennis te nemen.

B.13.3. Door aan te geven dat de afstanden die in aanmerking worden genomen voor de berekening van de drie factoren inzake afstand in de samenstelling van het samengestelde indexcijfer, de kortste afstanden moeten zijn, namelijk de afstanden in vogelvlucht, geeft de bestreden bepaling daarentegen voorrang aan die berekeningswijze ten opzichte van andere mogelijke manieren om afstanden te berekenen, zoals de kortste afstand over de weg, de kortste afstand met het openbaar vervoer, of nog, een combinatie van beide berekeningen. De verzoekende partijen bekritisieren eveneens het feit dat de decreetgever niet heeft gekozen voor die manieren om de afstanden te berekenen en uitsluitend de afstand in vogelvlucht in aanmerking heeft genomen.

B.13.4. Uit de memorie van toelichting van het decreet blijkt dat de administratie van de Franse Gemeenschap de decreetgever heeft laten weten dat de afstand in vogelvlucht « de enige onbetwistbare en repetitieve afstand » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2009-2010, nr. 82/1, p. 11) was, zodat het met de bestaande middelen waarover de administratie beschikt niet mogelijk blijkt te overwegen dat andere berekeningen van de afstand, over de weg of met het openbaar vervoer bijvoorbeeld, worden gebruikt om het samengestelde indexcijfer van iedere leerling te bepalen.

B.13.5. Zelfs indien de geografische werkelijkheid onvermijdelijk leidt tot verschillen naar gelang van de plaats waar de berekening wordt uitgevoerd, heeft het gebruik van het criterium van de afstand in vogelvlucht overigens geen onevenredige gevolgen, in zoverre de factoren in de samenstelling van het samengestelde indexcijfer dat steunt op berekeningen van afstanden, moeten worden gecombineerd met andere factoren die met name betrekking hebben op de door de ouders geuite voorkeuren.

B.13.6. Het middel is niet gegrond.

Wat betreft de factor van de afstand tussen de lagere school van herkomst en de gekozen inrichting voor secundair onderwijs (tweede middel in de zaak nr. 5002)

B.14.1. Het tweede middel in de zaak nr. 5002 is hoofdzakelijk gericht tegen artikel 79/17, § 1, tweede lid, 3^o, ingevoegd in het decreet van 24 juli 1997 bij artikel 25 van het bestreden decreet, dat het derde criterium van de nabijheid waarmee rekening moet worden gehouden voor de berekening van het samengestelde indexcijfer van iedere leerling, als volgt vaststelt :

« de gekozen inrichting voor secundair onderwijs is gelegen in een straal van 4 km rondom de lagere school of de basisschool van afkomst. Dat criterium is 1,54 waard, indien dit vervuld is, en 1, als dit niet vervuld is ».

De verzoekende partijen zijn van mening dat het in aanmerking nemen van die factor bij de berekening van het samengestelde indexcijfer leidt tot een verschillende behandeling die met name strijdig is met de artikelen 10, 11 en 24 van de Grondwet, tussen de leerlingen die onderwijs volgen in een basis- of lagere school waarbij zich geen enkele inrichting voor secundair onderwijs bevindt in een straal van 4 km rond die basis- of lagere school, en de leerlingen die onderwijs volgen in een basis- of lagere school waarbij zich een of meer inrichtingen voor secundair onderwijs bevinden in een straal van 4 km rond die basis- of lagere school, alsook tot een discriminatie onder de lagere scholen naargelang zij behoren tot de eerste of de tweede van die categorieën.

B.14.2. Het derde criterium van de nabijheid strekt ertoe « tegemoet te komen aan de situatie van de ouders die gemakshalve zouden hebben gekozen voor een lagere school die zich bevindt op een plaats (op de weg van en naar het werk, dicht bij de arbeidsplaats, dicht bij de woonplaats van een ouder, tussen de woonplaats van gescheiden ouders, enz.), en die om dezelfde of andere redenen een secundaire school in dezelfde omgeving kiezen » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2009-2010, nr. 82/1, p. 6).

B.14.3. Het in aanmerking nemen, onder de factoren die het samengestelde indexcijfer van iedere leerling beïnvloeden, van een factor in verband met de afstand tussen de lagere of basisschool waar de leerling onderwijs volgt en de gekozen inrichting voor secundair onderwijs, moet het mogelijk maken het effect te matigen van de twee andere criteria van de afstand verbonden aan de nabijheid van de schoolinrichtingen ten opzichte van de woonplaats van het kind, en niet de ouders te bestraffen die voor een andere organisatie hebben gekozen wanneer het kind op de lagere school zat en die voor het secundair onderwijs bij die keuze van organisatie wensen te blijven. Het gaat bijvoorbeeld om ouders die kiezen voor schoolvestigingen in de nabijheid van hun arbeidsplaats of van de woning van een derde die het kind buiten de schooluren opvangt. Voor het evenwicht van het hele systeem is het dus gewettigd en noodzakelijk om met een criterium verbonden aan de afstand tussen de twee bezochte scholen rekening te houden, zodat de ouders niet worden gestraft voor de keuze die zij maken.

Het feit dat met dat criterium rekening wordt gehouden op cumulatieve wijze met de twee andere criteria verbonden aan de afstand, maakt het evenwel niet mogelijk op adequate wijze tegemoet te komen aan het nagestreefde doel, vermits het eveneens ten goede komt aan de leerlingen die schoolinrichtingen bezoeken die beide dicht bij hun woonplaats zijn gevestigd. Door de drie vermenigvuldigingsfactoren van het samengestelde indexcijfer te cumuleren, genieten die kinderen bijgevolg een hoger samengesteld indexcijfer dan de kinderen wier ouders een andere keuze hebben gemaakt en die door dat criterium precies moesten worden bevoordeeld. Om zijn doel op adequate wijze te bereiken, zou dat criterium dus alleen ten goede mogen komen aan de kinderen die de decreetgever wenste te beogen, namelijk diegenen die, zowel in het lager als in het secundair onderwijs, een school bezoeken die ver van hun woonplaats is verwijderd.

B.14.4. In die mate is het middel gegrond. Artikel 79/17, § 1, tweede lid, 3^o, dient te worden vernietigd.

Om te vermijden dat de door die bepaling nagestreefde doelstellingen niet worden bereikt, hetgeen andere discriminaties zou teweegbrengen, dienen de gevolgen van de vernietigde bepaling evenwel te worden gehandhaafd zoals aangegeven in het beschikkend gedeelte.

Wat betreft de ligging van de onderwijsinrichtingen ten opzichte van de andere inrichtingen die tot hetzelfde net behoren (vierde middel in de zaak nr. 5002)

B.15.1. Het vierde middel in de zaak nr. 5002 is gericht tegen de artikelen 79/2 en 79/17 van het decreet van 24 juli 1997, respectievelijk ingevoegd bij de artikelen 4 en 25 van het decreet van 18 maart 2010. De verzoekende partijen zijn van mening dat de eerste twee criteria bepaald in artikel 79/17, § 1, tweede lid, van het decreet van 24 juli 1997 ertoe strekken de nabijheid tussen de woonplaats van de leerling en de gekozen inrichtingen voor lager en secundair onderwijs te bevorderen, maar enkel indien die inrichtingen tot hetzelfde net behoren, hetgeen met name in strijd zou zijn met de artikelen 10, 11 en 24 van de Grondwet.

B.15.2. Het systeem voor de berekening van het samengestelde indexcijfer volgens twee factoren « afstand woonplaats - onderwijsinrichting » berust op een weging van de factoren die is verbonden aan de relatieve nabijheid van de betrokken inrichting en de woonplaats. Die relatieve nabijheid wordt berekend ten opzichte van de onderwijsinrichtingen die tot hetzelfde net behoren, zodat de door de ouders gemaakte keuze voor een net wordt gerespecteerd, vermits de waarde van de nabijheid van een onderwijsinrichting van een bepaald net alleen wordt aangetast wanneer een andere inrichting van hetzelfde net dichterbij is gelegen, maar nooit wanneer inrichtingen die tot andere netten behoren, dichterbij zijn gelegen. Met andere woorden, wanneer de ouders kiezen voor een net op grond van hun filosofische voorkeuren, houdt het door het decreet nagestreefde doel van de nabijheid alleen rekening met de aanwezigheid in de omgeving van de onderwijsinrichtingen die met die keuze overeenstemmen. Overigens, de twee factoren « afstand woonplaats - onderwijsinrichting » worden los van elkaar berekend, en volgens het net waartoe elk van de betrokken inrichtingen behoort, zodat niets de ouders die voor het lager onderwijs een bepaald net hebben gekozen, ertoe verplicht voor het secundair onderwijs dezelfde keuze te maken. Evenzo houdt de factor in verband met de afstand tussen de lagere of basisschool en de gekozen inrichting voor secundair onderwijs geen rekening met het net van elk van die inrichtingen, waardoor van het ene net naar het andere kan worden overgestapt zonder dat een ander gevolg heeft voor de berekening van het samengestelde indexcijfer.

Hoewel het juist is dat de dichtheid van de onderwijsinrichtingen van net tot net verschilt, heeft het ingevoerde systeem precies tot doel, gelet op die vaststelling, niet de ouders te bestraffen die hebben gekozen voor een net dat minder inrichtingen telt. De bestreden bepaling heeft bijgevolg niet tot doel, noch tot gevolg de ouders ertoe te verplichten voor een bepaald net te kiezen, noch hen te verhinderen van net te veranderen tussen het lager onderwijs en het secundair onderwijs.

B.15.3. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat het middel berust op een verkeerde lezing van de bestreden bepalingen.

Het middel is niet gegrond.

Wat betreft de factor in verband met de mogelijkheid om het taalbadonderwijs voort te zetten (vijfde middel in de zaak nr. 5002)

B.16.1. Het vijfde middel in de zaak nr. 5002 is gericht tegen artikel 79/17, § 1, tweede lid, 6°, ingevoegd in het decreet van 24 juli 1997 bij artikel 25 van het bestreden decreet. Die bepaling voorziet erin dat het samengestelde indexcijfer wordt vermenigvuldigd met factor 1,18 indien « de secundaire school [...] de mogelijkheid [biedt] om in dezelfde taal een taalbadonderwijs verder te volgen aan leerlingen die dat onderwijs sedert ten minste het derde leerjaar lager onderwijs hebben genoten ». De verzoekende partijen zijn van mening dat het decreet, door te voorzien in een vermenigvuldigingsfactor van het samengestelde indexcijfer die relatief laag is ten opzichte van de andere factoren in verband met de afstanden, tot gevolg zal hebben dat sommige leerlingen het pedagogische continuüm zullen moeten onderbreken waarin zij op grond van een bepaald educatief project waren ingeschreven, hetgeen met name een schending zou inhouden van de vrijheid van onderwijs gewaarborgd bij artikel 24 van de Grondwet.

B.16.2. De decreten van 8 maart 2007 en 18 juli 2008 die vroeger de inschrijvingen in het eerste jaar van het secundair onderwijs regelden, voorzagen erin dat het verder volgen van een taalbadonderwijs een prioriteit inhield bij de inschrijving in de inrichtingen voor secundair onderwijs die die mogelijkheid boden en met de inrichting voor lager onderwijs een partnerschapsakkoord hadden gesloten. Het bestreden decreet wijzigt het systeem in die zin dat de mogelijkheid om een taalbadonderwijs voort te zetten, niet langer een prioriteit is. Daartegenover « heeft de lichte weging van dat criterium tot doel rekening te houden met de wens van sommige ouders dat hun kind verder een taalbadonderwijs kan volgen » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2009-2010, nr. 82/1, p. 6).

B.16.3. De voorwaarden voor de toekenning van een prioriteit onder de vroegere regeling kunnen niet de rechtmatige verwachting doen ontstaan dat die definitief zijn verworven voor alle toekomstige inschrijvingsregelingen. De decreetgever vermocht ervan uit te gaan dat een wijziging van het beleid nodig was inzake de toegang tot het taalbadonderwijs in het secundair onderwijs, met name rekening houdend met het beperkte aantal plaatsen dat in dat soort van onderwijs kan worden aangeboden. Hij was derhalve niet ertoe gehouden aan de kinderen die in het lager onderwijs een taalbadonderwijs hebben gevolgd, een prioriteit te waarborgen voor de toegang tot de inrichtingen die die mogelijkheid in het secundair onderwijs bieden.

B.16.4. Door te bepalen dat de aanvraag tot inschrijving in een inrichting die de mogelijkheid biedt om op het niveau van de eerste graad van het secundair onderwijs een taalbadonderwijs verder te volgen dat de leerling in het lager onderwijs is begonnen, het samengestelde indexcijfer van de betrokken leerling vermenigvuldigt met factor 1,18, hetgeen tot gevolg heeft het samengestelde indexcijfer lichtjes te verhogen en de leerling dus gunstiger te rangschikken dan indien hij dat taalbadonderwijs niet had gevolgd, kent de decreetgever een relatief belang toe aan de keuze van de ouders voor een bepaald pedagogisch continuüm.

B.16.5. Het staat niet aan het Hof te bepalen of de waarde van de factor voor het taalbadonderwijs groter zou moeten zijn. In dat opzicht staat het aan de decreetgever, die over de werking van de bij het bestreden decreet opgelegde inschrijvingsprocedure verduidelijkingen zal moeten krijgen vanwege de netoverschrijdende inschrijvingscommissie en de begeleidingscommissie die is opgericht bij het decreet van 27 maart 2002 betreffende de begeleiding van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap, met toepassing van artikel 37 van het bestreden decreet, te evalueren of de factor 1,18 voldoende is om het doel te bereiken dat erin bestaat aan de leerlingen die sinds het derde leerjaar van het lager onderwijs een taalbadonderwijs hebben gevolgd, voor zover mogelijk de kans te bieden dat onderwijs verder te volgen in het secundair onderwijs.

B.16.6. Het middel is niet gegrond.

Wat betreft het criterium voor het maken van een keuze uit de leerlingen met eenzelfde samengesteld indexcijfer (zesde middel in de zaak nr. 5002)

B.17.1. Het zesde middel in de zaak nr. 5002 is gericht tegen artikel 79/18 van het decreet van 24 juli 1997, ingevoegd bij artikel 26 van het bestreden decreet, dat bepaalt :

« Wanneer verschillende leerlingen, voor de toekenning van de beschikbare plaatsen, hetzelfde samengestelde indexcijfer hebben, worden ze gerangschikt in opklimmende volgorde van het sociaal-economische indexcijfer van hun wijk van afkomst. Wanneer het onmogelijk is om het sociaal-economische indexcijfer van de wijk van afkomst van een leerling te bepalen, kent de administratie hem het gemiddelde sociaal-economische indexcijfer toe van de wijk van afkomst van de leerlingen die hetzelfde samengestelde indexcijfer hebben.

[...] ».

De verzoekende partijen zijn van mening dat die bepaling een verschil in behandeling teweegbrengt dat strijdig is met de artikelen 10, 11 en 24 van de Grondwet, in zoverre de administratie van de Franse Gemeenschap in de onmogelijkheid zou verkeren het sociaaleconomische indexcijfer te bepalen van de wijken van herkomst in het Vlaamse Gewest, zodat alle leerlingen die hun woonplaats in het Vlaamse Gewest hebben en hun onderwijs willen voortzetten in een inrichting voor secundair onderwijs die door de Franse Gemeenschap is ingericht of gesubsidieerd, automatisch een gemiddeld sociaaleconomisch indexcijfer zouden krijgen dat volkomen losstaat van hun persoonlijke sociaaleconomische indexcijfer.

B.17.2. Artikel 79/1, 5°, ingevoegd bij artikel 3 van het bestreden decreet, geeft aan dat het sociaaleconomische indexcijfer van de wijk van herkomst van de leerling datgene is dat is « toegekend aan de statistische sector van de woonplaats van de leerling bepaald in artikel 3 van het [...] decreet van 30 april 2009 [houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving] ».

B.17.3. Artikel 3 van het decreet van 30 april 2009 geeft aan dat de berekening van het sociaaleconomische indexcijfer van elke wijk steunt op een interuniversitaire studie die tot doel heeft dat indexcijfer te bepalen volgens een door de Regering gedefinieerde formule op basis van statistische sectoren die overeenstemmen met elke kleinste territoriale onderverdeling bepaald door de algemene directie Statistiek en Economische Informatie van de Federale Overheidsdienst Economie, Kleine en Middelgrote Ondernemingen, Middenstand en Energie.

B.17.4. Zoals de Franse Gemeenschapsregering bevestigt, beschikt zij derhalve over de statistische gegevens van het hele grondgebied en is zij in staat het sociaaleconomische indexcijfer te bepalen van de wijk van herkomst van leerlingen die hun woonplaats in het Vlaamse Gewest hebben. Voor het overige is het Hof niet bevoegd om kennis te nemen van het eventuele, door de verzoekende partijen aangeklaagde « onvermogen van de administratie ».

B.17.5. Het middel is niet gegrond.

Ten aanzien van de handhaving van de gevolgen

B.18. Een retroactieve vernietiging van de bepalingen van het bestreden decreet zou een rechtsonzekerheid tot stand brengen ten aanzien van de gevolgen ervan sinds de aanvang van het schooljaar op 1 september 2010. De gevolgen die het decreet op die datum heeft doen ontstaan, dienen bijgevolg definitief te worden gehandhaafd.

Bovendien zou de vernietiging met onmiddellijke ingang de discriminatie waaraan zij een einde wil maken, verergeren indien het decreet zou worden toegepast vooraleer de decreetgever de gelegenheid heeft gehad daaraan tegemoet te komen door nieuwe bepalingen aan te nemen. Bijgevolg dienen de gevolgen van de vernietigde bepaling te worden gehandhaafd totdat de decreetgever nieuwe bepalingen aanneemt en dit uiterlijk tot 31 december 2011.

Om die redenen,

het Hof

— vernietigt artikel 79/17, § 1, tweede lid, 3°, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, zoals ingevoegd bij artikel 25 van het decreet van 18 maart 2010;

— handhaaft de gevolgen van de vernietigde bepaling totdat de decreetgever nieuwe bepalingen aanneemt en dit uiterlijk tot 31 december 2011;

— onder voorbehoud van de in B.9.5 vermelde interpretatie, verwerpt de beroepen voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op de openbare terechtzitting van 13 januari 2011.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,
M. Melchior

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

D. 2011 — 747

[2011/200395]

Auszug aus dem Urteil Nr. 4/2011 vom 13. Januar 2011

Geschäftsverzeichnisnummern 5002 und 5010

In Sachen: Klagen auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 18. März 2010 « zur Abänderung des Dekrets vom 24. Juli 1997 zur Bestimmung der vorrangigen Aufgaben des Grundschulunterrichts und des Sekundarunterrichts sowie zur Organisation der geeigneten Strukturen zu deren Durchführung, was die Einschreibungen im ersten Jahr des Sekundarunterrichts betrifft », erhoben von der Gemeinde Villers-la-Ville und anderen und von Annabelle Daussaint und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden R. Henneuse und M. Bossuyt, den Richtern E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey und P. Nihoul, und dem emeritierten Vorsitzenden M. Melchior gemäß Artikel 60bis des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des emeritierten Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klagen und Verfahren

a. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 9. Juli 2010 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 12. Juli 2010 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 18. März 2010 « zur Abänderung des Dekrets vom 24. Juli 1997 zur Bestimmung der vorrangigen Aufgaben des Grundschulunterrichts und des Sekundarunterrichts sowie zur Organisation der geeigneten Strukturen zu deren Durchführung, was die Einschreibungen im ersten Jahr des Sekundarunterrichts betrifft » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 9. April 2010): die Gemeinde Villers-la-Ville, vertreten durch ihr Bürgermeister- und Schöffenkollegium, und die nachstehend genannten Personen, handelnd in ihrem eigenen Namen und in ihrer Eigenschaft als gesetzliche Vertreter ihres minderjährigen Kindes bzw. ihrer minderjährigen Kinder: Christian Carpentier und Véronique Brienne, wohnhaft in 1495 Villers-la-Ville, rue Ernest Deltenre 91, Benoît Schaeck und Catherine Van Thielen, wohnhaft in 1495 Villers-la-Ville, rue de la Croix 11, Axel Frennet, wohnhaft in 1495 Villers-la-Ville, rue de la Croix 21, Annabelle Doussaint, wohnhaft in 6223 Wagnelée, rue des Ecoles 11, Jacques Mayolle und Isabelle Niespodziany, wohnhaft in 1495 Villers-la-Ville, rue de la Gare 33, Robert Rotseleur und Martine Callewaert, wohnhaft in 7140 Morlanwelz, résidence du Pachy 55, Philippe Goeffoet und Martine Van Haudenhove, wohnhaft in 1495 Villers-la-Ville, Chemin Depas 13, Bernard Bonjean und Marie-Lise Dive, wohnhaft in 1495 Villers-la-Ville, rue de Dreumont 19, Jean-Michel Hendrick und Marie-France Detheux, wohnhaft in 1495 Villers-la-Ville, rue de Suisse 16, Philippe Staes und Nathalie Poulet, wohnhaft in 1495 Villers-la-Ville, rue de Suisse 10, Christophe Faelens und Rachida Zaoudi, wohnhaft in 1800 Vilvoorde, Nijverheidstraat 103, Didier Pansaers und Caroline Hubrecht, wohnhaft in 1780 Wemmel, Van Elewijckstraat 104, Thierry Fouat und Carine Galant, wohnhaft in 1120 Brüssel, avenue des Croix de Guerre 369, Jorge Carvalho und Manuela Marques, wohnhaft in 1780 Wemmel, Nervierslaan 78, Marie-Noëlle De Vos, wohnhaft in 1140 Brüssel, chaussée de Haecht 1050, Joëlle Pierrard, wohnhaft in 1932 Sint-Stevens-Woluwe, Kasteelgaarde 14, Alain Pirnay und Ariane Van der Elst, wohnhaft in 1460 Ittre, rue d'Hennuyères 13, Jean-Pol Chapelier und Martine Timsonet, wohnhaft in 1180 Brüssel, avenue des Chênes 55, François de Voghel, wohnhaft in 1050 Brüssel, rue du Mail 19, und Nathalie Marchal, wohnhaft in 1180 Brüssel, avenue de la Floride 86,

Eugène Jurado Moriana und Montserrat Moro Gonzales, wohnhaft in 1080 Brüssel, rue de Levallois-Perret 40, Murielle Motquin, wohnhaft in 1080 Brüssel, rue Alfred Dubois 27, Christophe Godart, wohnhaft in 1800 Vilvoorde, Romeinsteeweg 268, und Montserrat Lopez Margolles, wohnhaft in 1080 Brüssel, rue du Géomètre 23, François Boon und Isabelle Gaudissart, wohnhaft in 1332 Genval, avenue Gevaert 197, Werner Vergels und Rousseau, wohnhaft in 1380 Lasne, route de l'Etat 58, Philippe Gerard und Virginie De Winde, wohnhaft in 1332 Genval, Fontaine Fontenoy 2, Jacopo Giola und Isabelle Leloup, wohnhaft in 1410 Waterloo, avenue des Constellations 18, Candy Saulnier, wohnhaft in 1030 Brüssel, rue Royale Sainte-Marie 239, Sylvie Paumen, wohnhaft in 1020 Brüssel, rue Stevens-Delannoy 79, Miguel Marques Gomez und Maria Cristina Peten De Pina Prata, wohnhaft in 1330 Rixensart, rue du Moulin 12, und Daniel Rahier und Fabienne Van Frachen, wohnhaft in 1380 Lasne, rue du Printemps 96.

Die von denselben klagenden Parteien erhobene Klage auf einstweilige Aufhebung desselben Dekrets wurde durch das Urteil Nr. 97/2010 vom 29. Juli 2010, das im *Belgischen Staatsblatt* vom 25. Oktober 2010 veröffentlicht wurde, zurückgewiesen.

b. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 27. Juli 2010 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 28. Juli 2010 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 79/17 § 1 Absatz 2 Nr. 2 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 24. Juli 1997 zur Bestimmung der vorrangigen Aufgaben des Grundschulunterrichts und des Sekundarunterrichts sowie zur Organisation der geeigneten Strukturen zu deren Durchführung, so wie dieser Artikel durch Artikel 25 des vorerwähnten Dekrets vom 18. März 2010 eingefügt wurde: Annabelle Daussaint, wohnhaft in 6223 Wagnelée, rue des Ecoles 11, Jacques Fils und Sylvie Druetz, wohnhaft in 1495 Tilly, rue de Strichon 58, Karina Cheron, wohnhaft in 1495 Villers-la-Ville, drève du Tumulus 15, und Benoît Schaeck, wohnhaft in 1495 Marbais, rue de la Croix 11.

Diese unter den Nummern 5002 und 5010 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

II. In rechtlicher Beziehung

(...)

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1.1. Die Nichtigkeitsklagen sind gegen das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 18. März 2010 « zur Abänderung des Dekrets vom 24. Juli 1997 zur Bestimmung der vorrangigen Aufgaben des Grundschulunterrichts und des Sekundarunterrichts sowie zur Organisation der geeigneten Strukturen zu deren Durchführung, was die Einschreibungen im ersten Jahr des Sekundarunterrichts betrifft » gerichtet.

B.1.2. Dieses Dekret bezweckt, die Einschreibungen der Schüler im ersten Jahr des Sekundarunterrichts ab dem Schuljahr 2010-2011 und für die darauf folgenden Jahre zu organisieren. Es ersetzt die Bestimmungen mit demselben Gegenstand, die das Dekret vom 8. März 2007 «zur Festlegung verschiedener Maßnahmen zur Regulierung der Einschreibungen und des Schulwechsels im Pflichtunterricht» und das Dekret vom 18. Juli 2008 «zur Regulierung der Einschreibungen der Schüler im ersten Grad des Sekundarunterrichts und zur Förderung des Sozialmix in den Schulen» in das Dekret vom 24. Juli 1997 eingefügt hatten. Während der Vorarbeiten wurde das angefochtene Dekret durch die für den Pflichtunterricht der Französischen Gemeinschaft zuständige Ministerin wie folgt erläutert :

« In pragmatischer Hinsicht führt es objektive Regeln zur Auswahl zwischen den Anträgen dort, wo es notwendig ist, ein. Zwei Mal sind Systeme versucht worden: das offene Register ab einem einheitlichen Datum und die Losziehung als letztes Kriterium. Die im ersten Fall entstandenen Warteschlangen haben sich als menschlich unannehmbar erwiesen. Die Losziehung war zwar in gewisser Hinsicht gerecht, wurde in der öffentlichen Meinung jedoch schlecht aufgenommen: Familien hatten den Eindruck, das Schicksal ihres Kindes beziehungsweise ihrer Kinder entziehe sich ihrem Einfluss in einer Art Lotterie. Nunmehr [wird vorgeschlagen], ein anderes System auf der Grundlage der Berechnung eines zusammengesetzten Index im Hinblick auf die Einstufung der Anträge und die Auswahl der verfügbaren Plätze anzunehmen » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2009-2010, Nr. 82/3, S. 4).

B.1.3. Das Dekret regelt ein Einschreibungsverfahren im erste Jahr des Sekundarunterrichts, das teilweise durch die Schulleiter und die Organisationsträger und im Übrigen durch die netzübergreifende Einschreibungskommission (« Commission Interréseaux des inscriptions », abgekürzt « CIRI ») durchgeführt wird. Es behält in jeder Sekundarschule 20,4 Prozent der verfügbaren Plätze den so genannten « SWSI-Schülern » (schwacher wirtschaftlich-sozialer Index) vor, d.h. denjenigen, die aus einer im Sinne des Artikels 3 Nr. 4 weniger begünstigten Grund- oder Primarschule oder -schulniederlassung stammen. Es legt Prioritäten zugunsten gewisser Schüler entsprechend ihrer familiären oder persönlichen Situation fest. Um zwischen den Einschreibungsanträgen zu unterscheiden, die in den Schulen eingereicht werden, die sie nicht alle annehmen können, weil sie nicht über genügend Plätze verfügen, wird eine Einstufung auf der Grundlage eines « zusammengesetzten Indexes », der den einzelnen Schülern verliehen wird, vorgenommen. Dieser Index ergibt sich durch die Multiplikation eines Basisindexes, der den von den Eltern geäußerten Präferenzen entspricht, mit Faktoren, die im Dekret festgelegt sind. Diese Faktoren hängen unter anderem von den Entfernungen zwischen dem Wohnsitz des Schülers und der Primar- oder Grundschule, die er besuchte, zwischen dem Wohnsitz des Schülers und der gewählten Sekundarschule sowie von deren Entfernung zu der Primar- oder Grundschule, die der Schüler besucht hat, ab. Der zusammengesetzte Index wird ebenfalls durch die Entscheidung, in der Sekundarstufe ein Sprachbad fortzusetzen, das während des Primarunterrichts begonnen wurde, sowie durch die Partnerschaftsvereinbarungen, die gegebenenfalls zwischen Primar- und Sekundarschulen existieren, beeinflusst.

B.1.4. Obwohl die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5002 die Nichtigerklärung der Artikel 1 bis 42 des angefochtenen Dekrets beantragen, beziehen sich die Klagegründe nur auf gewisse dieser Bestimmungen. Der Hof prüft die Bestimmungen des Dekrets, zu denen Nichtigkeitsklagegründe angeführt werden.

In Bezug auf das Interesse

B.2. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof erfordern, dass jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte.

B.3.1. Die erste klagende Partei in der Rechtssache Nr. 5002 ist die Gemeinde Villers-la-Ville. Sie handelt als Organisationsträgerin von zwei Gemeindeschulen. Sie führt an, das angefochtene Dekret habe zur Folge, die Schüler, die diese Schulen besuchten, bei ihrer Einschreibung im ersten Sekundarschuljahr zu benachteiligen, so dass es in Zukunft Eltern davon abschrecken könne, ihre Kinder an diesen Schulen einzuschreiben.

Im Gegensatz zu dem, was die Regierung der Französischen Gemeinschaft anführt, beeinträchtigt der Umstand, dass diese klagende Partei keinen Sekundarunterricht organisiert, nicht ihr Interesse an der Beantragung der Nichtigerklärung der von ihr angefochtenen Bestimmungen. Diese Bestimmungen regeln nämlich die Möglichkeit der Einschreibung im ersten Grad des Sekundarunterrichts, indem insbesondere ein Kriterium zur Einstufung der Einschreibungsanträge in Verbindung mit dem Standort der Herkunftsprimarschule im Verhältnis zum Standort der ausgewählten Sekundarschule angewandt wird. Wenn dieses Kriterium sich als nachteilig für gewisse Primarschulen erwiesen würde, hätte es einen direkten und nachteiligen Einfluss auf die Attraktivität dieser Schulen und somit langfristig auf ihre Schulbevölkerung.

B.3.2. Die an zweiter bis einunddreißigster Stelle genannten klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5002 sind Eltern von Schülern, die an einer durch die Französische Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Grundschule eingeschrieben sind; sie handeln in ihrem eigenen Namen und in ihrer Eigenschaft als gesetzliche Vertreter ihrer Kinder, die zum Zeitpunkt der Klageerhebung in verschiedenen Schuljahren den Primarunterricht besuchen.

Das angefochtene Dekret, das die Bedingungen für die Einschreibung der Schüler im ersten Zyklus einer durch die Französische Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Unterrichtsanstalt festlegt, könnte sich unmittelbar und ungünstig auf die Situation dieser klagenden Parteien auswirken.

B.3.3. Das Gleiche gilt für die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5010.

B.4. Die Klagen sind zulässig.

In Bezug auf die Klagegründe

B.5. Der erste bis fünfte Klagegrund, die durch die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5002 angeführt werden, und die beiden in der Rechtssache Nr. 5010 angeführten Klagegründe beziehen sich auf die Faktoren zur Berechnung des zusammengesetzten Indexes für die Einstufung der Schüler im Hinblick auf ihre Einschreibung an den Sekundarschulen, in denen die Zahl der Einschreibungsanträge höher ist als diejenige der Plätze, die sie anbieten können. Im zweiten Unterteil des ersten Teils des ersten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 5002 wird außerdem Kritik an einem der Kriterien für den Vorrang bei der Einschreibung geübt. Der sechste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5002 bezieht sich auf die Weise der Unterscheidung der Schüler, die den gleichen zusammengesetzten Index aufwiesen, wobei dies vom wirtschaftlich-sozialen Index ihres Herkunftsquartiers abhängt, und der siebte Klagegrund in dieser Rechtssache bezieht sich auf das Unterscheidungskriterium bezüglich der so genannten « SWSI »-Schüler (schwacher wirtschaftlich-sozialer Index).

Der Hof prüft zunächst den letztgenannten Klagegrund (B.6). Anschließend prüft er den Teil des Klagegrunds, der sich auf den Vorrang bezieht, den das Dekret gewissen Schülern gewährt (B.7), die Klagegründe bezüglich der Berechnung des zusammengesetzten Indexes der Schüler (B.8 bis B.16) und den Klagegrund bezüglich der Unterscheidung zwischen den Schülern mit dem gleichen wirtschaftlich-sozialen Index (B.17).

In Bezug auf das « SWSI »-Kriterium (siebter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5002)

B.6.1. Der siebte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5002 ist gegen Artikel 28 des angefochtenen Dekrets gerichtet, insofern damit ein Artikel 79/19 in das Dekret vom 24. Juli 1997 eingefügt wird. Diese Bestimmung schreibt vor, dass der Schulleiter oder der Organisationsträger bei der Zuteilung der Plätze, die sie zuteilen können - wobei die anderen Plätze durch die « CIRI » zugeteilt werden -, 20,4 Prozent der gemeldeten Plätze, sofern dieser Prozentsatz erreicht werden kann, so genannten « SWSI »-Schülern vorbehalten müssen in der Reihenfolge ihrer Einstufung nach dem zusammengesetzten Index und bei gleicher Einstufung in aufsteigender Reihenfolge des wirtschaftlich-sozialen Indexes ihres Herkunftsquartiers. Die restlichen Plätze werden anschließend den Schülern zugeteilt, die einen Vorrang genießen in Anwendung des neuen Artikels 79/10 des Dekrets vom 24. Juli 1997. Schließlich werden die verbleibenden Plätze den nichtvorrangigen Schülern, ob « SWSI » oder nicht, in der Reihenfolge ihrer Einstufung nach dem zusammengesetzten Index und bei gleicher Einstufung in aufsteigender Reihenfolge des wirtschaftlich-sozialen Indexes ihres Herkunftsquartiers zugeteilt. Der Zweck dieser Maßnahme ist Bestandteil eines « globalen Plans zur Demokratisierung der Schule », womit unter anderem « die soziale Mobilität begünstigt » werden soll (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2009-2010, Nr. 82/1, S. 3).

B.6.2. Aus der Formulierung des Klagegrunds geht hervor, dass die klagenden Parteien nicht den Grundsatz bemängeln, wonach ein Prozentsatz der in jeder einzelnen Schule verfügbaren Plätze Schülern vorbehalten wird, deren wirtschaftlich-sozialer Index als schwach angesehen wird. Die Beschwerde betrifft ein Kriterium, das im angefochtenen Dekret angewandt wird, um die als « SWSI » eingestufteten Schüler von den anderen zu unterscheiden. Gemäß dem neuen Artikel 79/1 Nr. 4 des Dekrets vom 24. Juli 1997 ist ein « SWSI »-Schüler ein Schüler, der aus « einer weniger begünstigten Grund- oder Primarschule oder -niederlassung » stammt, das heißt « einer der Grund- oder Primarschulniederlassungen, die in der Reihenfolge der Niederlassungen des Grund- oder Primarunterrichts der Verwaltung in Anwendung von Artikel 4 Absatz 4 des Dekrets vom 30. April 2009 zur Organisation einer differenzierten Begleitung innerhalb der Schulen der Französischen Gemeinschaft, damit jedem Schüler gleiche Chancen der gesellschaftlichen Emanzipation in einem pädagogischen Umfeld von hoher Qualität gesichert werden, die am wenigsten begünstigten sind und in denen insgesamt 40 % der Schüler eingeschult sind ».

Die klagenden Parteien sind der Auffassung, dass das Kriterium zur Unterscheidung zwischen den so genannten « SWSI »-Schülern, die diesbezüglich einen Vorrang bei der Einschreibung in Höhe von 20,4 Prozent der in jeder einzelnen Schule verfügbaren Plätze genießen, und den anderen, die keine « SWSI »-Schüler seien, ein Kriterium sei, das nicht von der persönlichen Situation der Schüler abhängt, sondern vielmehr von der Lage ihrer Herkunftsprimarschule und eine Diskriminierung einführe, die im Widerspruch zu den Artikeln 10, 11 und 24 der Verfassung stehe.

B.6.3. In Anwendung von Artikel 4 Absatz 4 des vorerwähnten Dekrets vom 30. April 2009 erfolgt die Einstufung der Primarschulniederlassungen alle fünf Jahre durch Berücksichtigung eines Indexes für jede einzelne Niederlassung, der dem Durchschnitt der wirtschaftlich-sozialen Indexe der dort eingeschriebenen Schüler entspricht. Der Index der einzelnen Schüler wird durch den Index bestimmt, der ihrem Aufenthaltsort in Anwendung von Artikel 3 desselben Dekrets durch eine universitätsübergreifende Studie zugeordnet wird. Daraus ergibt sich, dass die Reihenfolge der Primarschulniederlassungen, anhand deren bestimmt werden kann, ob ein Schüler als « SWSI » angesehen wird oder nicht, vom Durchschnitt der wirtschaftlich-sozialen Indexe der Herkunftsquartiere aller Schüler, die diese Niederlassung besuchen, abhängt.

B.6.4. Die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates hat sich die Frage gestellt nach der « Eignung gewisser vorgeschlagener Kriterien, wenn sie in Verbindung gebracht werden » mit den Zielen des Dekrets, und hat insbesondere angemerkt :

« Beispielsweise würde ein Schüler mit einem hohen individuellen Index, der aber aus einer Grund- oder Primarschule stammt, die dem erwähnten kollektiv festgelegten Kriterium entspricht, als ' SWSI-Schüler ' eingestuft, während ein Schüler mit einem geringen Index, der aus einer Grund- oder Primarschule stammt, die nicht diesem Kriterium entspricht, diese Einstufung nicht erhalten würde, wobei der Erstere im Gegensatz zum Letzteren in den Genuss der Vorrangsregel gelangen würde. Umgekehrt würde ein Schüler mit einem geringen Index, der jedoch aus einer Grund- oder Primarschule stammt, die nicht dem vorgeschlagenen Kriterium entspricht, nicht in den Genuss der Vorrangsregel gelangen » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2009-2010, Nr. 82/1, S. 53).

B.6.5. In der Begründung des angefochtenen Dekrets wurden die Gründe, aus denen der Gemeinschaftsgesetzgeber das Kriterium der Bestimmung der so genannten « SWSI »-Schüler im Zusammenhang mit der Herkunftsschulniederlassung aufrechterhalten hat, erläutert :

« Diese Entscheidung auf der Grundlage des durchschnittlichen wirtschaftlich-sozialen Indexes der Schulen (entsprechend dem Durchschnitt der wirtschaftlich-sozialen Indexe der Herkunftsviertel der Schüler) gehört zunächst zur Kohärenz mit allen politischen Unterscheidungsmaßnahmen, die in der Französischen Gemeinschaft ergriffen werden (differenzierte Finanzierung der Schulen, Politik der positiven Diskriminierung schrittweise ersetzt durch die differenzierte Begleitung, differenzierte Begleitung der PMS-Zentren), die alle auf dem wirtschaftlich-sozialen Index der Schulen und der Zentren beruhen.

Der wirtschaftlich-soziale Index einer Schule, auch wenn er nicht perfekt ist, drückt sicherlich besser den realen wirtschaftlich-sozialen Index der dort eingeschulten Kinder aus als der Index des Viertels. Man kann nämlich aus einem weniger begünstigten Viertel stammen und dennoch eher sozial begünstigt sein, und umgekehrt. Außerdem ist leider die Wahrscheinlichkeit groß, dass die begünstigteren Kinder aus benachteiligten Vierteln eher begünstigte Schulen besuchen.

Außerdem ist es für die Neuankommlinge, die Grenzgänger, die in gewissen Schulen einen nicht unerheblichen Anteil der Schüler darstellen, nicht möglich, den wirtschaftlich-sozialen Index des Herkunftsviertels zu bestimmen » (ebenda, SS. 9-10).

B.6.6. Die Entscheidung des Dekretgebers, ein aus der wirtschaftlich-sozialen Einstufung der Herkunftsgrund- oder -primarschule des Schülers statt aus seinem Wohnviertel abgeleitetes Kriterium anzuwenden, ist nicht offensichtlich unvernünftig. Der Platz der Primarschule in der wirtschaftlich-sozialen Reihenfolge der Schulen drückt nämlich die durchschnittliche wirtschaftlich-soziale Lage der sie besuchenden Schüler aus und weist somit einen Zusammenhang zum persönlichen wirtschaftlich-sozialen Index der einzelnen Schüler auf. Auch wenn es deutlich ist, dass gewisse Schüler je nach Fall einen höheren beziehungsweise einen niedrigeren wirtschaftlich-sozialen Index als der Durchschnitt der Schüler haben, die dieselbe Schule besuchen, könnte eine ähnliche Situation beobachtet werden, wenn der wirtschaftlich-soziale Index entsprechend dem Viertel bestimmt würde. Da nämlich der wirtschaftlich-soziale Index des Viertels ebenfalls auf dem Durchschnitt der Bewohner des Viertels für jeden berücksichtigten Faktor beruht, haben gewisse Einwohner je nach Fall einen höheren oder niedrigeren wirtschaftlich-sozialen Index als der Durchschnitt der Einwohner des Viertels, so dass keine der beiden Lösungen die Möglichkeit bietet, den wirtschaftlich-sozialen Index, der einem Schüler zugeteilt wird, völlig seiner persönlichen Situation anzupassen. Schließlich entspricht die Berücksichtigung der wirtschaftlich-sozialen Einstufung der Schule der Fortsetzung des durch das vorerwähnte Dekret vom 30. April 2009 eingeleiteten Prozesses.

B.6.7. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die Unterscheidung zwischen den so genannten « SWSI »-Schülern und den anderen in Verbindung mit der wirtschaftlich-sozialen Einstufung der Herkunftsprimarschule nicht einer vernünftigen Rechtfertigung entbehrt.

B.6.8. Der Klagegrund ist unbegründet.

In Bezug auf den Vorrang für Kinder, von denen ein Elternteil eine Funktion in der ausgewählten Sekundarschule ausübt (erster Klagegrund, zweiter Unterteil des ersten Teils in der Rechtssache Nr. 5002)

B.7.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5002 beantragen die Nichtigerklärung von Artikel 79/10 § 1 Nr. 6, eingefügt in das Dekret vom 24. Juli 1997 durch Artikel 16 des angefochtenen Dekrets, der bei der Einschreibung den Kindern, « von denen wenigstens ein Elternteil oder die mit der elterlichen Gewalt ausgestattete Person ihre Funktion ganz oder teilweise in der Sekundarschule ausübt », den Vorrang gewährt. Sie sind der Auffassung, dass diese Bestimmung eine Diskriminierung zwischen den Kindern einführe, je nachdem, ob einer ihrer Elternteile eine Funktion innerhalb der zuvor besuchten Primarschule oder innerhalb der Sekundarschule, in der sie eine Einschreibung beantragten, ausübe. Sie fügen hinzu, dass es ebenfalls diskriminierend sei, nur den Arbeitsort der Eltern, die ihre Funktion in einer Sekundarschule ausübten, und nicht den Arbeitsort der anderen Eltern zu berücksichtigen.

B.7.2. Indem der Dekretgeber bei der Einschreibung an einer Sekundarschule den Kindern von Personen, die eine Funktion in dieser Schule ausüben, den Vorrang gewährt, möchte er die Organisation der Familie erleichtern und die Fahrten der Familien rationalisieren, die sich in dieser besonderen Situation befinden, da das Kind die Strecke zwischen seinem Wohnsitz und der Schule in Begleitung des Elternteils, der ohnehin diese Strecke zurücklegt, zurücklegen kann. Dieser Vorrang ist also durch Erwägungen im Zusammenhang mit dem Wohlbefinden des Schülers oder mit gemeinsamen Vorteilen für die Familie gerechtfertigt. Diese Rechtfertigung ist nicht übertragbar auf den Fall eines Kindes, von dem ein Elternteil eine Funktion in der Primarschule ausübt, in der es eingeschrieben war, die es aber *per definitionem* nicht mehr besuchen wird.

Der Behandlungsunterschied zwischen Kindern, deren Eltern eine Funktion in einer Sekundarschule ausüben, und denjenigen, deren Eltern eine Funktion in einer Grund- oder Primarschule ausüben, entbehrt nicht einer vernünftigen Rechtfertigung. In diesem Unterteil ist der Klagegrund unbegründet.

B.7.3. Die Beschwerde im Zusammenhang mit der Nichtberücksichtigung des Arbeitsortes der anderen Eltern wird bei der Prüfung des Faktors zur Bestimmung des zusammengesetzten Indexes in Verbindung mit der Entfernung zwischen dem Wohnort des Kindes und der ausgewählten Sekundarschule behandelt.

In Bezug auf die Faktoren zur Berechnung des zusammengesetzten Indexes

B.8. Zur Unterscheidung der Einschreibungsanträge für das erste Jahr des Sekundarunterrichts in Schulen, die mit einer zu hohen Anzahl von Anträgen im Verhältnis zur Anzahl Plätze, die sie anbieten können, konfrontiert sind, schreibt das Dekret eine Einstufung dieser Anträge nach einem zusammengesetzten Index vor, der für jeden einzelnen Schüler berechnet wird.

« [Dieser Index] wird ermittelt, indem jedem ein Wert ' 1 ' zugeordnet wird, der zunächst multipliziert wird mit einem schrittweise um je ' -0,1 ' degressiv von 1,5 bis 1,1 schwankenden Faktor vom ersten bis zum fünften Vorzug und anschließend mit Faktoren in Verbindung mit Kriterien multipliziert wird. Diese Gewichtung entsprechend den Vorzügen entspricht dem Willen, soweit wie möglich die ersten Vorzüge der Eltern vorrangig zu berücksichtigen » (Parl. Dok., Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2009-2010, Nr. 82/1, S. 5).

Die Multiplikationsfaktoren zur Bestimmung des zusammengesetzten Indexes werden durch das Dekret vorgeschrieben. Sie hängen von folgenden Kriterien ab :

« 1. Die Herkunftsprimarschule oder -grundschule war zum Zeitpunkt der Einschreibung an dieser Schule oder ist zum Zeitpunkt der Einschreibung im ersten gemeinsamen Jahr, unter denjenigen desselben Netzes, eine der nächstgelegenen zum Wohnsitz des Schülers oder eines der beiden Elternteile. Dieses Kriterium wird gegliedert durch eine degressive Gewichtung von der ersten nächstgelegenen bis zur fünften nächstgelegenen. Diese Werte betragen 2 für die erste nächstgelegene, 1,81 für die zweite nächstgelegene, 1,61 für die dritte nächstgelegene, 1,41 für die vierte nächstgelegene, 1,21 für die fünfte nächstgelegene und 1 für die weiter entfernten Schulen.

[...]

2. Die ausgewählte Sekundarschule ist unter denjenigen desselben Netzes eine der fünf nächstgelegenen zum Wohnort des Schülers oder zu demjenigen eines der beiden Elternteile. Dieses Kriterium wird gegliedert durch eine degressive Gewichtung der Schule von der ersten nächstgelegenen bis zur fünften nächstgelegenen. Diese Werte betragen 1,98 für die erste nächstgelegene, 1,79 für die zweite nächstgelegene, 1,59 für die dritte nächstgelegene, 1,39 für die vierte nächstgelegene, 1,19 für die fünfte nächstgelegene und 1 für die weiter entfernten Schulen.

[...]

3. Die ausgewählte Sekundarschule liegt in einem Umkreis von 4 km zur Herkunftsprimarschule oder -grundschule. Dieses Kriterium entspricht 1,54, wenn es erfüllt wird, und 1, wenn es nicht erfüllt wird.

[...]

4. Ab dem Schuljahr 2011-2012 ist die Herkunftsprimarschule oder -grundschule eine der Primarschulen, deren Schulprojekt wenigstens fünf vorrangige Aktionen der pädagogischen Partnerschaft mit der Sekundarschule, zu deren eigenen Schulprojekt die gleichen Aktionen gehören, vorsieht.

[...]

5. Ebenfalls ab dem Schuljahr 2011-2012 ist die Herkunftsprimarschule oder -grundschule eine Schule, die weder eine Verbindungsvereinbarung noch eine Partnerschaftvereinbarung hat.

[...]

6. Die Sekundarschule bietet Schülern, die wenigstens seit dem dritten Primarschuljahr am Sprachbad teilgenommen haben, die Möglichkeit, diesen Lernvorgang in der gleichen Sprache fortzusetzen. Dieses Kriterium stellt 1,18 dar, wenn es erfüllt wird, und 1, wenn es nicht erfüllt wird » (ebenda, SS. 5-6).

Zweck der Gewichtung der drei Entfernungskriterien und ihre Kombination ist es, « niemanden bei seiner Wahlentscheidung zu benachteiligen » (ebenda, S. 16).

In Artikel 79/7 § 3 des Dekrets vom 24. Juli 1997, der durch das angefochtene Dekret eingefügt wurde, ist präzisiert, dass die Eltern die Möglichkeit haben, den zu berücksichtigenden Wohnort für die Berechnung der zur Bestimmung des zusammengesetzten Indexes erforderlichen Entfernungen anzugeben. Dieser Wohnort ist der Wohnort eines der beiden Elternteile, außer wenn ein Dritter die elterliche Gewalt ausübt.

In Bezug auf den Faktor der Entfernung zwischen der Herkunftsprimarschule und dem Wohnort (erster Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5002)

B.9.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5002 beantragen die Nichtigkeitsklärung von Artikel 79/17 § 1 Absatz 2 Nr. 1, eingefügt in das Dekret vom 24. Juli 1997 durch Artikel 25 des angefochtenen Dekrets, der unter den Kriterien zur Berechnung des zusammengesetzten Indexes der Kinder den Faktor festlegt, der aus der Entfernung zwischen der Herkunftsprimarschule oder -grundschule und dem Wohnort des Schülers oder eines der beiden Elternteile abgeleitet ist. Sie sind der Auffassung, dass die Berücksichtigung dieses Kriteriums einen im Widerspruch zu den Artikeln 10, 11 und 24 der Verfassung stehenden Behandlungsunterschied einführe zwischen den Kindern, für die während ihrer Schulzeit eine neue Schule sich an einem näher zu ihrem Wohnort gelegenen Ort niedergelassen habe als demjenigen, an dem die von ihnen besuchte Schule sich befinde, und den anderen Kindern, sowie zwischen den Kindern, die eine von ihrem Wohnort entfernt gelegene Primarschule besucht hätten, weil einer ihrer Elternteile dort eine Funktion ausgeübt habe, und den anderen Kindern.

B.9.2. Während der Erörterungen im Ausschuss hat die Ministerin erklärt, dass die Kriterien so ausgewählt worden seien, « dass der Nähe zwischen der Primarschule und dem Wohnort eine große Bedeutung beigemessen wird », und dass der « Faktor der Nähe ein Faktor ist, der die meisten Eltern zufrieden stellt » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2009-2010, Nr. 82/3, S. 19). Die diesem Faktor beigemessene Bedeutung der Gewichtung wird jedoch relativiert durch seine Kombination mit zwei anderen, mit den Entfernungen zusammenhängenden Faktoren: der Entfernung zwischen dem Wohnort und der ausgewählten Sekundarschule sowie der Entfernung zwischen der Primarschule und der Sekundarschule.

In der Begründung wurde präzisiert:

« Die diesem Faktor beigemessene große Bedeutung ist unter anderem gerechtfertigt durch den Willen des Gesetzgebers:

— die Eltern zu ermutigen, ihr Kind in ihrem Viertel einzuschulen, um den gesellschaftlichen Zusammenhalt zu fördern;

— nicht die Eltern zu benachteiligen, die sich für die Nähe entscheiden » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2009-2010, Nr. 81/1, S. 5).

B.9.3. Die klagenden Parteien bemängeln zunächst einen Behandlungsunterschied zwischen Kindern, die an einem Ort wohnten, dessen Schullandschaft sich seit ihrer ersten Einschreibung an der Primar- oder Grundschule nicht verändert habe, und denjenigen, die in der Nähe einer neuen, nach ihrer ersten Einschreibung eröffneten Schulniederlassung wohnten, so dass die Primarschule, die sie besucht hätten, in der Liste der zu ihrem Wohnort am nächsten gelegenen Schule um einen Rang zurückgestuft worden sei, was ihnen einen niedrigeren zusammengesetzten Index verleihe als in dem Fall, wo diese neue Schule nicht an diesem Ort eröffnet worden wäre, ohne dass dies sich in irgendeiner Weise aus einer Entscheidung ihrer Eltern ergeben würde.

B.9.4. Durch die angefochtene Bestimmung wird das Kriterium der Entfernung zwischen dem Wohnort und der Herkunftsprimarschule wie folgt festgelegt:

« die Herkunftsprimarschule oder -grundschule ist zum Zeitpunkt der Einschreibung im ersten gemeinsamen Jahr oder zum Zeitpunkt der Einschreibung im Primarunterricht dieser Schule unter denjenigen des Netzes, dem die Herkunftsprimarschule oder -grundschule angehört, eine der fünf am nächsten zum Wohnort des Schülers oder vom einem der beiden Elternteile gelegenen Schulen. Dieses Kriterium wird gegliedert durch eine degressive Gewichtung von der ersten nächstgelegenen bis zur fünften nächstgelegenen. Diese Werte betragen 2 für die ersten nächstgelegene, 1,81 für die zweite nächstgelegene, 1,61 für die dritte nächstgelegene, 1,41 für die vierte nächstgelegene, 1,21 für die fünfte nächstgelegene und 1 für die am weitesten entfernten Schulen ».

Selbst wenn die Berücksichtigung der relativen Nähe zwischen dem Wohnort und der Primarschule zum Zeitpunkt der Einschreibung an der Primarschule zunächst dem Bemühen des Dekretgebers entspricht, nicht die Kinder zu benachteiligen, die während ihrer Schulzeit umgezogen sind, ohne jedoch die Schule zu wechseln, ermöglicht die Formulierung dieser Bestimmung die Berechnung des Faktors « Entfernung zwischen Primarschule und Wohnort » zum Zeitpunkt der Einschreibung an der Grund- oder Primarschule, ohne einer Niederlassung Rechnung zu tragen, die gegebenenfalls anschließend dazwischen eröffnet wird und sich negativ auf die Berechnung des zusammengesetzten Indexes eines Kindes auswirken würde, dessen Eltern sich für die Nähe entschieden hatten, ohne einer Schule, die zum Zeitpunkt dieser Entscheidung nicht bestand, Rechnung zu tragen.

B.9.5. Die angefochtene Bestimmung ist so auszulegen, dass sie es ermöglicht, bei der Berechnung des Faktors «Entfernung zwischen Wohnort und Primarschule» nicht einer neuen Schulniederlassung Rechnung zu tragen, die zum Zeitpunkt der ersten Einschreibung an einer Grund- oder Primarschule nicht bestand, so dass die Kinder, deren Wohnsitz sich an einem Ort befindet, dessen Schullandschaft sich nach ihrer Einschreibung in ihrer Herkunftsprimarschule entwickelt hat, nicht anders behandelt werden als die anderen Kinder, die nicht in dieser Situation sind.

B.10.1. Die klagenden Parteien bemängeln ebenfalls, dass dieser Faktor für die Zusammenstellung des zusammengesetzten Indexes die Kinder benachteilige, von denen ein Elternteil eine Funktion in der Primarschule ausübe, die sie aus diesem Grund besucht hätten und die von ihrem Wohnort weiter entfernt sein könne. Sie bemängeln ferner, dass keine anderen legitimen Gründe berücksichtigt würden, aus denen die Eltern sich gegebenenfalls für eine vom Wohnsitz weiter entfernte Primarschule entschieden hätten, wie beispielsweise die Nähe zum Arbeitsort eines der Elternteile.

B.10.2. Angesichts der Notwendigkeit, ein Verfahren zur Unterscheidung zwischen den überzähligen Einschreibungsanträgen an den zu sehr in Anspruch genommenen Sekundarschulen einzuführen, hat der Dekretgeber sich für ein System der Einstufung dieser Anträge auf der Grundlage mehrerer Faktoren entschieden, zu denen ein Faktor gehört, durch den die Kinder vorgezogen werden, deren Eltern sich hinsichtlich des Primarunterrichts für die Nähe zum Herkunftsquartier entschieden haben. Dieser Faktor der Nähe spielt keine Rolle bei der Bestimmung des Vorrangs, sondern des zusammengesetzten Indexes, der « die Zielsetzung der Nähe mit dem Grundsatz der freien Wahl der Eltern in Einklang bringen soll » (ebenda), dies in dem in B.9.2 präzisierten Maße.

Im Übrigen hat der Dekretgeber in dem Bewusstsein, dass andere Wahlmöglichkeiten aus ebenso legitimen Gründen bestehen, den Faktor der Nähe des Wohnortes zur Primarschule mit anderen Faktoren der Nähe kombiniert, so dass die Kinder, deren Eltern sich zur Bestimmung der Primarschule für einen anderen Faktor als die Nähe entschieden haben, wie beispielsweise die Einschreibung des Kindes an der Schule, wo ein Elternteil eine Funktion ausübt, oder etwa an einer Schule, die in der Nähe zum Arbeitsort eines der Elternteile liegt, einen zusammengesetzten Index haben können, der durch andere dazu gehörende Faktoren der Nähe günstig beeinflusst wird. Der Einfluss dieses Faktors auf die Möglichkeiten der Einschreibung an der Sekundarschule muss ebenfalls im Kontext des gesamten Prozesses zur Einstufung der Anträge sowie der Arbeit der netzübergreifenden Einschreibungskommission, die dazu dient, jeden Schüler möglichst nahe an seine erste Wahl heranzuführen, betrachtet werden.

B.10.3. Die Entscheidung des Dekretgebers, den Kindern den Vorrang zu gewähren, deren Eltern sich bei der Einschreibung an der Grund- oder Primarschule für die Nähe entschieden haben, « entspricht einem faktischen Zustand », « zeugt von einem gewissen gesunden Menschenverstand, entspricht ökologischen Erwägungen und steht nicht im Widerspruch zu den Zielen der sozialen Mobilität » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2009-2010, Nr. 82/3, S. 5). Diese Entscheidung ist nicht offensichtlich unvernünftig angesichts der mit den Faktoren zur Bestimmung des zusammengesetzten Indexes angestrebten Ziele und hat aus den vorstehend dargelegten Gründen keine unverhältnismäßigen Folgen.

Selbst wenn andere Faktoren hätten gewählt werden können, wie beispielsweise derjenige der Nähe der ausgewählten Primarschule zum Arbeitsort eines der Elternteile, konnte der Dekretgeber den Standpunkt vertreten, dass dieses Kriterium, auch wenn es relevant war, zu schwer umzusetzen war und somit zu Betrug und Anfechtungen führen konnte (ebenda, S. 22).

B.10.4. Vorbehaltlich dessen, dass Artikel 79/17 § 1 Absatz 2 Nr. 1 des Dekrets vom 24. Juli 1997 auf die in B.9.5 dargelegte Weise ausgelegt wird, ist der Klagegrund unbegründet.

B.10.5. Die ebenfalls im ersten Klagegrund durch die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5002 angeführte Beschwerde bezüglich der Nichtberücksichtigung des Arbeitsortes der Eltern, die keine Funktion in der Schule ausüben, zur Wahl der Sekundarschule wird bei der Prüfung des Faktors in Verbindung mit der « Entfernung zwischen Wohnort und Sekundarschule » behandelt.

B.11.1. Im zweiten Teil des ersten Klagegrunds bemängeln die klagenden Parteien, dass das angefochtene Dekret, insbesondere Artikel 79/17 § 1 Absatz 2 Nr. 1, den es in das Dekret vom 24. Juli 1997 einfügt, einerseits formell Rückwirkung zu einem Datum vor seiner Veröffentlichung habe, und andererseits endgültig festliegende Situationen ändere, nämlich die Wahl der Primar- oder Grundschule, in der das Kind den Primarschulzyklus absolviert habe, durch die Eltern.

B.11.2. Das Datum des Inkrafttretens des Dekrets, das in Artikel 45 auf den 15. Februar 2010 festgesetzt wurde, konnte, obwohl es vor dem Datum der Veröffentlichung am 9. April 2010 lag, keine Rechtsunsicherheit entstehen lassen, insofern der für die Phase der Annahme der Einschreibungsanträge festgesetzte Zeitraum aufgrund von Artikel 38 Nr. 3 des Dekrets am 26. April 2010 begonnen hat.

B.11.3. Im Übrigen führt jede Gesetzgebungsnorm, ungeachtet dessen, ob sie Rückwirkung hat oder nicht, durch Festsetzung eines Datums für das Inkrafttreten ihrer Bestimmungen eine Unterscheidung zwischen den Personen ein, die von den durch die frühere Bestimmung geregelten Situationen betroffen sind, und den Personen, die von den durch die neue Bestimmung geregelten Situationen betroffen sind. Eine solche Unterscheidung verstößt grundsätzlich gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

Indem der Dekretgeber beschlossen hat, in der Berechnung des zusammengesetzten Indexes einen Faktor in Verbindung mit einer Wahlentscheidung der Eltern zu einem Zeitpunkt, als sie nicht wissen konnten, dass diese Entscheidung einen Einfluss auf die Möglichkeiten der Einschreibung des Kindes an einer Sekundarschule haben würde, berücksichtigen zu lassen, konnte er nicht die rechtmäßigen Erwartungen der Eltern täuschen, da diese keinerlei Erwartung auf diese Entscheidung stützen konnten. Der bloße Umstand, dass die Wahl der Primarschule zu einem Zeitpunkt stattgefunden hat, als die Eltern nicht die Bestimmungen kennen konnten, die die Einschreibung ihres Kindes an einer Sekundarschule regeln würden, konnte es dem Dekretgeber nicht verbieten, den mit der « Entfernung zwischen Wohnort und Primarschule » verbundenen Faktor anzuwenden, dies unter anderen Faktoren und nach verschiedenen Gewichtungen, um zwischen den allzu zahlreichen Anträgen in gewissen Schulen zu unterscheiden.

B.11.4. Dieser Teil des Klagegrunds ist unbegründet.

In Bezug auf den Faktor in Verbindung mit der Entfernung zwischen der gewählten Sekundarschule und dem Wohnort (erster und zweiter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5010; erster Klagegrund - teilweise - in der Rechtssache Nr. 5002)

B.12.1. Die beiden Klagegründe in der Rechtssache Nr. 5010 beziehen sich auf das zweite Kriterium der Nähe, das bei der Berechnung des zusammengesetzten Index der Schüler angewandt wird, wobei dieser wie folgt im neuen Artikel 79/17 § 1 Absatz 2 Nr. 2 des Dekrets vom 24. Juli 1997 formuliert ist :

« die gewählte Sekundarschule ist unter denjenigen des Netzes, dem die gewählte Sekundarschule angehört, eine der fünf, die am nächsten zum Wohnort des Schülers oder zu demjenigen eines der beiden Elternteile liegt. Dieses Kriterium ist gegliedert durch eine degressive Gewichtung von der ersten nächstgelegenen bis zur fünften nächstgelegenen Schule. Diese Werte sind 1,98 für die erste nächstgelegene, 1,79 für die zweite nächstgelegene, 1,59 für die dritte nächstgelegene, 1,39 für die vierte nächstgelegene, 1,19 für die fünfte nächstgelegene und 1 für die weiter entfernten Schulen ».

Der eine dieser beiden Klagegründe ist aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, der andere aus einem Verstoß gegen diese Bestimmungen in Verbindung mit Artikel 24 der Verfassung abgeleitet. In beiden wird bemängelt, dass die angefochtene Bestimmung Schüler, die sich in unterschiedlichen Situationen befänden, je nachdem, ob ihr Wohnort in der Nähe einer Sekundarschule, an der sie eingeschrieben werden könnten, liege oder nicht, auf ähnliche Weise behandle. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5010, denen sich die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5002 anschließen, bemängeln ebenfalls, dass das Dekret keine anderen rechtmäßigen Wahlkriterien berücksichtige, die die Eltern veranlassen könnten, die Einschreibung ihres Kindes an einer Sekundarschule zu beantragen, wie die Nähe zum Arbeitsort eines der Elternteile, die Nähe zum Aufenthaltsort einer Person, die mit der außerschulischen Betreuung des Kindes beauftragt sei, oder etwa die durch die öffentlichen Verkehrsmittel gebotenen Möglichkeiten.

B.12.2. Gemäß der Begründung ist die beträchtliche Bedeutung, die dem Faktor in Verbindung mit der Entfernung zwischen der gewählten Sekundarschule und dem Wohnort beigemessen wird, « auf die gleiche Weise gerechtfertigt wie die Bedeutung, die der Nähe zur Herkunftsprimarschule beigemessen wird », nämlich « der Wille des Gesetzgebers, die Eltern zu ermutigen, ihr Kind in ihrem Viertel einzuschulen, um dort den gesellschaftlichen Zusammenhalt zu fördern », und « nicht die Eltern, die sich für die Nähe entscheiden, zu benachteiligen » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2009-2010, Nr. 82/1, SS. 5-6). Im Ausschuss hat die Ministerin jedoch erklärt, dass « die besondere Gewichtung der ersten Vorzüge die Bedeutung der Nähe relativiert » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2009-2010, Nr. 82/3, S. 19).

B.12.3. Die Wahlfreiheit der Eltern auf dem Gebiet des Unterrichts, die durch Artikel 24 § 1 der Verfassung gewährleistet wird, bedeutet nicht, dass sie ein bedingungsloses Recht hätten, für ihr Kind eine Einschreibung in der Sekundarschule ihrer Wahl zu erhalten. So hat der Staatsrat bemerkt :

« Gewiss verfügt der Gesetzgeber über eine breite Ermessensbefugnis, wenn er - wie im vorliegenden Fall - ein System für den Zugang zu Dienstleistungen organisiert, bei dem die Unterschiedlichkeit der Situationen berücksichtigt werden muss, und wenn bei diesen bisweilen entgegengesetzte Interessen der betroffenen Benutzer auf dem Spiel stehen, zu denen objektive Zwänge hinzukommen, wie im vorliegenden Fall die Aufnahmefähigkeit der Schulen, so dass die Verwirklichung einer mathematischen Gleichheit zwischen den Benutzern konkret unmöglich ist » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2009-2010, Nr. 82/1, S. 52).

Der Dekretgeber, der der Notwendigkeit entsprechen musste, eine Regelung anzunehmen, die es ermöglichte, zwischen den allzu zahlreichen Anträgen auf Einschreibung im ersten Jahr des Sekundarunterrichts in gewissen Schulen zu unterscheiden, und der bezweckte, bei dieser Gelegenheit den Sozialmix zu begünstigen, hat sich unter den möglicherweise anzunehmenden Kriterien für eine Kombination von Faktoren entschieden, mit denen die Wahl der Einschulung in der Nähe des Wohnortes des Kindes begünstigt werden sollte. Eine solche Wahl, die praktischen, umweltbezogenen und sozialen Erwägungen Rechnung trägt, entbehrt nicht der Sachdienlichkeit. Außerdem wird die freie Wahl der Eltern weitestgehend gewahrt durch die ihnen gebotene Möglichkeit, die Schulen, die sie vorziehen, in der Reihenfolge ihres Vorzugs anzugeben, durch die Berechnung der Vergabe der Plätze entsprechend dem zusammengesetzten Index, der diesen Vorzügen Rechnung trägt, und durch den Umstand, dass die Bedeutung der Kriterien der Nähe durch die Berücksichtigung eines Faktors auf der Grundlage der Partnerschaft zwischen Sekundarschulen und Primarschulen relativiert wird. Schließlich ermöglicht der Algorithmus, mit dem der Platz eines jeden Schülers auf den Einschreibungslisten berechnet wird, und der in den meisten Ländern angewandt wird, die auf die Optimierung des Vorzugs ausgehend von einer Anzahl eingestufte Schüler zurückgreifen, es den Schülern, in der Einstufung aufzusteigen, so dass jeder möglichst nahe an seine Vorzüge herangeführt wird (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2009-2010, Nr. 82/3, S. 42).

B.12.4. Es trifft zwar zu, dass die geographische Verteilung der Schulen in der Französischen Gemeinschaft nicht einheitlich ist und dass die Situation sehr unterschiedlich sein kann zwischen Städten und ländlichen Gebieten, doch daraus ergibt sich nicht, dass das Dekret grundverschiedene Situationen auf ähnliche Weise behandeln würde, insofern das Ziel der Nähe im ländlichen Raum nicht angestrebt werden könnte. Da nämlich die zur Berechnung dieses Faktors des zusammengesetzten Index berücksichtigte Entfernung eine relative und nicht eine absolute Entfernung ist, kann die durch das Dekret begünstigte Nähe ungeachtet der absoluten Entfernung zwischen dem Wohnort des Schülers und der nächstgelegenen Schule verwirklicht werden. Im Übrigen wird ein Faktor der Multiplikation des zusammengesetzten Index der Wahl einer der fünf nächstgelegenen Schulen degressiv zugeordnet, wodurch die Eltern, die sich für die Nähe entscheiden, ohne jedoch gezwungenermaßen die nächstgelegene Schule vorzuziehen, nicht benachteiligt werden, so dass der Dekretgeber auch hier darauf geachtet hat, die Wahlfreiheit der Eltern zu wahren und gleichzeitig an seinem Ziel, die Nähe zum Herkunftsviertel vorzuziehen, festgehalten hat.

B.12.5. Schließlich hat die Ministerin bezüglich der Beschwerde aller klagenden Parteien, wonach der Dekretgeber andere Wahlkriterien der Eltern hätte berücksichtigen müssen, insbesondere die Nähe der Schule zum Arbeitsort eines der Elternteile, während der Debatten im Ausschuss erklärt, dass dieses Kriterium « nicht irrelevant war », dass aber seine Anwendung komplex war und zu Rechtsunsicherheit führen würde (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2009-2010, Nr. 82/3, S. 22). Das Gleiche gilt für andere Wahlkriterien, wie der Wohnort der mit der außerschulischen Beaufsichtigung des Kindes beauftragten Person. Angesichts dieser Schwierigkeiten konnte der Dekretgeber das Kriterium der Nähe zum Wohnort des Kindes vorzuziehen, ohne gegen die Artikel 10, 11 und 24 der Verfassung zu verstoßen.

B.12.6. Die Beschwerde aufgrund der Nichtberücksichtigung des Angebots der öffentlichen Verkehrsmittel im Dekret wird gleichzeitig mit der im Dekret festgelegten Berechnungsweise der Entfernungen geprüft.

In Bezug auf die Berechnungsweise der Entfernung zwischen der gewählten Sekundarschule und dem Wohnort (dritter und vierter Klagegrund - dritter Teil - in der Rechtssache Nr. 5002 und erster Klagegrund - teilweise - in der Rechtssache Nr. 5010)

B.13.1. Der dritte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5002 ist gegen Artikel 79/2, eingefügt in das Dekret vom 24. Juli 1997 durch Artikel 4 des angefochtenen Dekrets, sowie gegen Artikel 79/17, eingefügt in das Dekret vom 24. Juli 1997 durch Artikel 25 des angefochtenen Dekrets, gerichtet. Die klagenden Parteien sind der Auffassung, dass die Berechnungsweise der verschiedenen Entfernungen in Luftlinie, die zur Bestimmung der Faktoren für die Zusammensetzung des zusammengesetzten Indexes angewandt würden, auf der Grundlage der Werte einer Software mit der Bezeichnung « Google Maps » einen Behandlungsunterschied einführe, der nicht mit den Artikeln 10, 11 und 24 der Verfassung vereinbar sei.

B.13.2. In Artikel 79/2 des Dekrets vom 24. Juli 1997 ist präzisiert, dass « zur Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts unter Entfernung die kürzeste Entfernung zu verstehen ist, das heißt in Luftlinie ». Im Dekret ist nicht angegeben, wie die Angaben zu den verschiedenen Entfernungen im Hinblick auf die Umsetzung erfasst oder berechnet werden müssen. Während der Debatten im Ausschuss wurde die Verwendung des Informatikinstrumentes « Google Maps » erwähnt und kritisiert (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2009-2010, Nr. 82/1, S. 13, und Nr. 82/3, SS. 26 ff.), doch im eigentlichen Text des Dekrets ist die Anwendung dieses Instrumentes anstelle eines anderen nicht vorgeschrieben. Folglich sind die Kritiken der klagenden Parteien, die sich auf die Verwendung dieser Software und die nach ihrer Auffassung dadurch verursachten Fehler beziehen, nicht gegen das Dekret gerichtet, sondern vielmehr gegen seine Ausführung; der Hof ist somit nicht befugt, darüber zu befinden.

B.13.3. Umgekehrt wird in der angefochtenen Bestimmung dadurch, dass angegeben ist, dass zur Berechnung der drei Entfernungsfaktoren für die Zusammenstellung des zusammengesetzten Indexes die kürzesten Entfernungen, das heißt die Entfernungen in Luftlinie, berücksichtigt werden müssen, dieser Berechnungsweise der Vorzug gegenüber anderen Berechnungsweisen der Entfernungen, die hätten ins Auge gefasst werden können, gegeben, wie die kürzeste Entfernung auf der Straße, die kürzeste Entfernung mit öffentlichen Verkehrsmitteln oder aber eine Kombination dieser beiden Berechnungen. Die klagenden Parteien bemängeln ebenfalls, dass der Dekretgeber diese Berechnungsweisen der Entfernungen nicht angenommen habe, sondern ausschließlich die Entfernung in Luftlinie berücksichtigt habe.

B.13.4. Aus der Begründung des Dekrets geht hervor, dass die Verwaltung der Französischen Gemeinschaft dem Dekretgeber mitgeteilt hat, dass die Entfernungen in Luftlinie « die einzige unanfechtbare und wiederholbare Entfernung » war (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2009-2010, Nr. 82/1, S. 11), so dass es sich beim derzeitigen Stand der Instrumente, die der Verwaltung zur Verfügung stehen, als unmöglich erweist, die Verwendung anderer Berechnungen der Entfernung, beispielsweise auf der Straße oder mit öffentlichen Verkehrsmitteln zur Berechnung des zusammengesetzten Indexes der einzelnen Schüler ins Auge zu fassen.

B.13.5. Im Übrigen, selbst wenn die geographische Realität vor Ort unweigerlich zu Unterschieden führt, je nachdem, wo die Berechnung vorgenommen wird, hat die Anwendung des Kriteriums der Entfernung in Luftlinie keine unverhältnismäßigen Folgen, insofern die in der Zusammenstellung des zusammengesetzten Indexes angewandten Faktoren auf der Grundlage der Berechnungen der Entfernungen mit anderen Faktoren kombiniert werden müssen, bei denen insbesondere die durch die Eltern geäußerten Vorzüge berücksichtigt werden.

Der Klagegrund ist unbegründet.

In Bezug auf den Faktor der Entfernung zwischen der Herkunftsprimarschule und der gewählten Sekundarschule (zweiter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5002)

B.14.1. Der zweite Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5002 ist hauptsächlich gegen Artikel 79/17 § 1 Absatz 2 Nr. 3 gerichtet, der durch Artikel 25 des angefochtenen Dekrets in das Dekret vom 24. Juli 1997 eingefügt wurde und mit dem das dritte Kriterium der Nähe festgelegt wird, das zur Berechnung des zusammengesetzten Indexes jedes einzelnen Schülers wie folgt berücksichtigt werden muss :

« Die ausgewählte Sekundarschule liegt in einem Umkreis vom 4 km zur Herkunftsprimarschule oder -grundschule. Dieses Kriterium entspricht 1,54, wenn es erfüllt wird, und 1, wenn es nicht erfüllt wird ».

Die klagenden Parteien sind der Auffassung, dass die Berücksichtigung dieses Faktors in der Berechnung des zusammengesetzten Indexes zu einem im Widerspruch zu den Artikeln 10, 11 und 24 der Verfassung stehenden Behandlungsunterschied führe zwischen den Schülern, die eine Grund- oder Primarschule an einem Ort besuchten, wo keine Sekundarschule in einem Umkreis von 4 km bestehe, und den Schülern, die eine Grund- oder Primarschule an einem Ort mit einer oder mehreren Sekundarschulen in einem Umkreis vom 4 km besuchten, sowie eine Diskriminierung zwischen den Primarschulen je nachdem, ob sie zur ersteren oder zur letzteren Kategorie gehörten.

B.14.2. Das dritte Kriterium der Nähe soll « der Situation der Eltern entsprechen, die sich aus Gründen der Bequemlichkeit für eine Primarschule an einem bestimmten Ort entschieden haben (auf dem Arbeitsweg, in der Nähe des Arbeitsortes, nahe zum Wohnort eines Elternteils, zwischen dem Wohnort von getrennten Eltern, usw.), und die sich aus den gleichen Gründen oder aus anderen Gründen für eine Sekundarschule in derselben Umgebung entscheiden » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2009-2010, Nr. 82/1, S. 6).

B.14.3. Die Berücksichtigung - unter den Faktoren, die einen Einfluss auf den zusammengesetzten Index jedes einzelnen Schülers haben - eines Faktors in Verbindung mit der Entfernung zwischen der durch den Schüler besuchten Primar- oder Grundschule und der ausgewählten Sekundarschule soll es ermöglichen, den Einfluss der beiden anderen Entfernungskriterien in Verbindung mit der Nähe der Schuleinrichtungen zum Wohnort des Kindes zu mäßigen und nicht die Eltern zu benachteiligen, die eine andere organisatorische Wahl getroffen haben, als das Kind in der Primarschule war, und die für den Sekundarunterricht an dieser organisatorischen Wahl festhalten möchten. Es handelt sich beispielsweise um Eltern, die sich für Schulniederlassungen in der Nähe ihres Arbeitsortes oder in der Nähe des Wohnsitzes eines Dritten, der das Kind außerhalb der Schulzeiten betreut, entscheiden. Die Berücksichtigung eines Kriteriums in Verbindung mit der Entfernung zwischen den beiden besuchten Schulen ist also legitim und notwendig für das Gleichgewicht des gesamten Systems, damit die Eltern nicht wegen ihrer Wahlentscheidung benachteiligt werden.

Der Umstand, dass dieses Kriterium gleichzeitig mit den beiden anderen Entfernungskriterien berücksichtigt wird, ermöglicht es jedoch nicht, auf geeignete Weise die Zielsetzung zu erreichen, denn er kommt ebenfalls den Kindern zugute, die in Schuleinrichtungen eingeschult werden, die beide in der Nähe ihres Wohnortes liegen. Durch die gleichzeitige Anwendung der drei Multiplikationsfaktoren des zusammengesetzten Indexes gelangen diese Kinder folglich in den Vorteil eines höheren zusammengesetzten Indexes als die Kinder, deren Eltern sich anders entschieden haben und die gerade durch dieses Kriterium bevorzugt werden sollen. Um die Zielsetzung auf angemessene Weise zu verwirklichen, sollte dieses Kriterium also nur den Kindern zugute kommen, die der Dekretgeber ins Auge gefasst hatte, nämlich diejenigen, die sowohl im Primar- als auch im Sekundarunterricht an einem weit von ihrem Wohnort entfernten Ort die Schule besuchen.

B.14.4. Insofern ist der Klagegrund begründet. Artikel 79/17 § 1 Absatz 2 Nr. 3 ist für nichtig zu erklären.

Um jedoch zu vermeiden, dass die Zielsetzungen dieser Bestimmung nicht erreicht werden, was zu anderen Diskriminierungen führen würde, sind die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung auf die im Urteilstenor angegebene Weise aufrechtzuerhalten.

In Bezug auf den Standort der Unterrichtsanstalten im Verhältnis zu den anderen Schulen desselben Netzes (vierter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5002)

B.15.1. Der vierte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5002 ist gegen die Artikel 79/2 und 79/17 des Dekrets vom 24. Juli 1997 gerichtet, eingefügt durch Artikel 4 beziehungsweise 25 des Dekrets vom 18. März 2010. Die klagenden Parteien sind der Auffassung, dass die ersten zwei in Artikel 79/17 § 1 Absatz 2 des Dekrets vom 24. Juli 1997 angeführten Kriterien die Nähe zwischen dem Wohnort des Schülers und den gewählten Primar- und Sekundarschulen begünstige, jedoch nur, wenn diese Schulen zum gleichen Netz gehörten, was insbesondere im Widerspruch zu den Artikeln 10, 11 und 24 der Verfassung stehe.

B.15.2. Das System zur Berechnung des zusammengesetzten Indexes entsprechend zwei Faktoren « Entfernung zwischen Wohnort und Schule » beruht auf einer Gewichtung der Faktoren in Verbindung mit der relativen Nähe zwischen der betreffenden Schule und dem Wohnort. Diese relative Nähe wird im Verhältnis zu den Schulen desselben Netzes berechnet, so dass die Entscheidung der Eltern für ein bestimmtes Netz beachtet wird, weil der Wert der Nähe einer Schule eines bestimmten Netzes nur durch das Vorhandensein der nächstgelegenen anderen Schule desselben Netzes beeinflusst wird, jedoch nie durch das Vorhandensein von näher gelegenen Schulen anderer Netze. Mit anderen Worten, wenn die Eltern sich für ein Netz entsprechend ihren philosophischen Vorzügen entscheiden, berücksichtigt das mit dem Dekret angestrebte Ziel der Nähe nur das Vorhandensein von nahe gelegenen Schulen, die dieser Wahlentscheidung entsprechen. Im Übrigen werden die beiden Faktoren «Entfernung zwischen Wohnort und Schule» unabhängig voneinander und entsprechend dem Netz, dem die betreffenden Schulen jeweils angehören, berechnet, so dass nichts die Eltern, die sich für ein Netz im Hinblick auf den Primarunterricht entschieden haben, verpflichtet, für den Sekundarunterricht an derselben Wahlentscheidung festzuhalten. Ebenso berücksichtigt der Faktor in Verbindung mit der Entfernung zwischen der Primar- oder Grundschule und der gewählten Sekundarschule nicht das Netz jeder einzelnen dieser Schulen, so dass man von einem Netz zum anderen wechseln kann, ohne irgendwelche Folgen für die Berechnung des zusammengesetzten Indexes zu erleiden.

Obwohl es zutrifft, dass die Dichte der Schulen nicht in allen Netzen gleich ist, bezweckt das eingeführte System, gerade unter Berücksichtigung dieser Feststellung, nicht die Eltern, die sich für ein Netz mit weniger Schulen entschieden haben, zu benachteiligen. Folglich hat die angefochtene Bestimmung weder zum Zweck noch zur Folge, die Eltern zur Wahl eines bestimmten Netzes zu verpflichten, noch sie daran zu hindern, zwischen dem Primarunterricht und dem Sekundarunterricht das Netz zu wechseln.

B.15.3. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass der Klagegrund auf einem falschen Verständnis der angefochtenen Bestimmungen beruht.

Der Klagegrund ist unbegründet.

In Bezug auf den Faktor in Verbindung mit der Möglichkeit, den Sprachbadunterricht fortzusetzen (fünfter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5002)

B.16.1. Der fünfte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5002 ist gegen Artikel 79/17 § 1 Absatz 2 Nr. 6 gerichtet, der durch Artikel 25 des angefochtenen Dekrets in das Dekret vom 24. Juli 1997 eingefügt wurde. Diese Bestimmung sieht vor, dass der zusammengesetzte Index mit einem Faktor 1,18 multipliziert wird, wenn « die Sekundarschule die Möglichkeit bietet, den Sprachbadunterricht in derselben Sprache fortzusetzen für Schüler, die diesen Unterricht mindestens seit dem dritten Jahr des Primarunterrichts erhalten haben ». Die klagenden Parteien sind der Auffassung, dass das Dekret dadurch, dass es einen relativ niedrigen Multiplikationsfaktor des zusammengesetzten Indexes im Verhältnis zu den anderen Faktoren in Verbindung mit den Entfernungen vorsehe, zur Folge haben werde, dass gewisse Schüler verpflichtet würden, das pädagogische Kontinuum, in dem sie auf der Grundlage eines bestimmten Bildungsprojektes eingeschrieben gewesen seien, zu unterbrechen, was insbesondere einen Verstoß gegen die durch Artikel 24 der Verfassung gewährleistete Unterrichtsfreiheit darstelle.

B.16.2. Die Dekrete vom 8. März 2007 und 18. Juli 2008, die zuvor die Einschreibungen im ersten Jahr des Sekundarunterrichts regelten, sahen vor, dass die Fortsetzung eines Sprachbadunterrichts einen Vorrang für die Einschreibung an Sekundarschulen darstellte, die diese Möglichkeit boten und eine Partnerschaftvereinbarung mit der Primarschule geschlossen hatten. Das angefochtene Dekret ändert das System ab, so dass die Möglichkeit zur Fortsetzung eines Sprachbadunterrichts keine Priorität mehr ist. Im Gegenzug « soll die leichte Gewichtung dieses Kriteriums dem Wunsch gewisser Eltern Rechnung tragen, dass ihr Kind weiter in den Genuss des Sprachbadunterrichts gelangt » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2009-2010, Nr. 82/1, S. 6).

B.16.3. Die Bedingungen für die Gewährung eines Vorrangs unter der früheren Regelung können nicht die rechtmäßige Erwartung entstehen lassen, dass sie für alle künftigen Einschreibungsregelungen endgültig erworben wären. Der Dekretgeber konnte den Standpunkt vertreten, dass eine Änderung der Politik hinsichtlich des Zugangs zum Sprachbadunterricht auf Sekundarebene notwendig war, insbesondere unter Berücksichtigung der begrenzten Anzahl Plätze, die in dieser Unterrichtsart angeboten werden konnten. Er war daher nicht verpflichtet, den Kindern, die in der Primarschule einen Sprachbadunterricht erhalten haben, einen Vorrang bei dem Zugang zu Schulen, die diese Möglichkeit im Sekundarunterricht anbieten, zu gewähren.

B.16.4. Indem der Dekretgeber vorgesehen hat, dass der Einschreibungsantrag in einer Schule, die die Möglichkeit zur Fortsetzung eines Sprachbadunterrichts, den der Schüler im Primarunterricht begonnen hat, im ersten Grad des Sekundarunterrichts bietet, den zusammengesetzten Index des betroffenen Schülers mit einem Faktor 1,18 multipliziert, was zur Folge haben wird, dass der zusammengesetzte Index leicht angehoben und der Schüler somit eine günstigere Rangfolge erhält als wenn er nicht am Sprachbadunterricht teilgenommen hätte, hat er der Entscheidung der Eltern für ein bestimmtes pädagogisches Kontinuum eine relative Bedeutung beigemessen.

B.16.5. Es obliegt dem Hof nicht, zu bestimmen, ob der Wert des Faktors in Verbindung mit dem Sprachbadunterricht größer sein musste. Diesbezüglich ist es Sache des Dekretgebers, der über das Funktionieren des durch das angefochtene Dekret vorgeschriebenen Einschreibungsverfahrens durch die netzübergreifende Einschreibungskommission und durch den durch das Dekret vom 27. März 2002 über die Lenkung des Bildungssystems der Französischen Gemeinschaft eingesetzte Lenkungsausschuss unterrichtet werden muss, in Anwendung von Artikel 37 des angefochtenen Dekrets zu beurteilen, ob der Faktor 1,18 ausreicht, um das Ziel zu erreichen, den Schülern, die seit dem dritten Schuljahr des Primarunterrichts einen Sprachbadunterricht erhalten haben, soweit wie möglich die Gelegenheit zu bieten, diesen Unterricht in der Sekundarschule fortzusetzen.

B.16.6. Der Klagegrund ist unbegründet.

In Bezug auf das Kriterium zur Unterscheidung zwischen Schülern mit dem gleichen zusammengesetzten Index (sechster Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5002)

B.17.1. Der sechste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5002 ist gegen Artikel 79/18 des Dekrets vom 24. Juli 1997, eingefügt durch Artikel 26 des angefochtenen Dekrets, gerichtet, der bestimmt :

« Wenn zur Vergabe der verfügbaren Plätze mehrere Schüler den gleichen zusammengesetzten Index haben, werden sie in aufsteigender Reihenfolge des wirtschaftlich-sozialen Indexes ihres Herkunftsquartiers eingestuft. Wenn es nicht möglich ist, den wirtschaftlich-sozialen Index des Herkunftsquartiers eines Schülers zu bestimmen, teilt die Verwaltung ihm den durchschnittlichen wirtschaftlich-sozialen Index des Herkunftsquartiers der Schüler mit dem gleichen zusammengesetzten Index zu.

[...] ».

Die klagenden Parteien sind der Auffassung, dass diese Bestimmung einen im Widerspruch zu den Artikeln 10, 11 und 24 der Verfassung stehenden Behandlungsunterschied einführe, insofern es der Verwaltung der Französischen Gemeinschaft unmöglich sei, den wirtschaftlich-sozialen Index der in der Flämischen Region gelegenen Herkunftsquartiere zu bestimmen, so dass alle Schüler mit Wohnsitz in der Flämischen Region, die ihren Schulbesuch in einer durch die Französische Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Sekundarschule fortsetzen möchten, von Amts wegen einen durchschnittlichen wirtschaftlich-sozialen Index erhielten, der keinen Zusammenhang mit ihrem wirtschaftlich-sozialen Index aufweise.

B.17.2. Artikel 79/1 Nr. 5, eingefügt durch Artikel 3 des angefochtenen Dekrets, bestimmt, dass der wirtschaftlich-soziale Index des Herkunftsquartiers des Schülers derjenige ist, der « dem statistischen Bereich des Wohnortes des Schülers nach den in Artikel 3 des [...] Dekrets vom 30. April 2009 [zur Organisation einer differenzierten Begleitung innerhalb der Schulen der Französischen Gemeinschaft, damit jedem Schüler gleiche Chancen der gesellschaftlichen Emanzipation in einem pädagogischen Umfeld von hoher Qualität gesichert werden] festgelegten Modalitäten » zugeteilt wird.

B.17.3. Artikel 3 des Dekrets vom 30. April 2009 bestimmt, dass die Berechnung des wirtschaftlich-sozialen Indexes der einzelnen Viertel auf einer universitätsübergreifenden Studie beruht, die dazu dient, diesen Index nach einer durch die Regierung festgelegten Formel auf der Grundlage von statistischen Sektoren zu errechnen, die jeder kleinsten Gebietsunterteilung entspricht, die durch die Generaldirektion der Statistik und der Wirtschaftsinformation des Föderalen Öffentlichen Dienstes Wirtschaft, Kleine und Mittlere Betriebe, Mittelstand und Energie festgelegt wird.

B.17.3. Wie die Regierung der Französischen Gemeinschaft bestätigt, verfügt diese also über die statistischen Angaben für das gesamte Gebiet und ist sie imstande, den wirtschaftlich-sozialen Index des Herkunftsquartiers der Schüler mit Wohnort in der Flämischen Region zu bestimmen. Im Übrigen ist der Hof nicht befugt, über etwaige « Mängel der Verwaltung », die durch die klagenden Parteien angeprangert werden, zu befinden.

B.17.5. Der Klagegrund ist unbegründet.

In Bezug auf die Aufrechterhaltung der Folgen

B.18. Eine rückwirkende Nichtigerklärung der Bestimmungen des angefochtenen Dekrets würde zu Rechtsunsicherheit hinsichtlich ihrer Folgen beim Schulbeginn am 1. September 2010 führen. Daher sind die Folgen des Dekrets an diesem Datum endgültig aufrechtzuerhalten.

Außerdem würde die Nichtigerklärung mit sofortiger Wirkung die Diskriminierung verschlimmern, der sie ein Ende setzen soll, wenn das Dekret angewandt werden sollte, bevor der Dekretgeber die Gelegenheit gehabt hätte, ihr durch die Annahme neuer Bestimmungen abzuhelfen. Folglich sind die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung aufrechtzuerhalten, bis der Dekretgeber neue Bestimmungen angenommen hat, jedoch spätestens bis zum 31. Dezember 2011.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

— erklärt Artikel 79/17 § 1 Absatz 2 Nr. 3 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 24. Juli 1997 zur Bestimmung der vorrangigen Aufgaben des Grundschulunterrichts und des Sekundarunterrichts sowie zur Organisation der geeigneten Strukturen zu deren Durchführung, eingefügt durch Artikel 25 des Dekrets vom 18. März 2010, für nichtig;

— erhält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung bis zur Annahme neuer Bestimmungen durch den Dekretgeber, jedoch spätestens bis zum 31. Dezember 2011 aufrecht;

— weist die Klagen vorbehaltlich der in B.9.5 erwähnten Auslegung im Übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, in der öffentlichen Sitzung vom 13. Januar 2011.

Der Kanzler,

Der Vorsitzende,

P.-Y. Dutilleux

M. Melchior